

COURS D'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

PREMIERE ANNEE LICENCE IAI-TOGO

PROGRAMME

- I. Introduction, Définitions et Fondement de la Science Economique
- II. Les agents économiques et les interdépendances des économies nationales et internationales
- III. La fonction de répartition des revenus
- IV. La structure du marché et la formation des prix
- V. La consommation
- VI. Mesure de l'activité économique : la croissance économique ; l'investissement ; l'inflation, l'emploi et le chômage
- VII. Les relations Economiques Internationales
- VIII. Le système monétaire et financier international et les règlements monétaires internationaux

INTRODUCTION, DEFINITIONS ET FONDEMENT DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

INTRODUCTION

Les grands problèmes du moment (famine, chômage, immigration et autres) ont des origines et des conséquences économiques diverses. Pour comprendre ces phénomènes, il serait judicieux de détenir un certain nombre de connaissances théoriques ou pratiques, quantitatives ou qualitatives en économie.

Le présent cours a pour objectif de nous immerger dans cet environnement en perpétuel changement, de nous outiller à posséder les rudiments nécessaires en vue de participer aux débats économiques et de pouvoir nous insérer véritablement dans cet univers.

I. DEFINITIONS DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

Le terme « **OIKONOMIA** » a été utilisé pour la première fois par un grec nommé XENOPHON, l'un des disciples de SOCRATE.

Etymologiquement, le mot **économie** vient du mot grec **OIKONOMIA** formé de : oika ou oikos = maison et nomos = normes (règles).

Pour ARISTOTE, « l'économie est l'ensemble des règles de conduite d'une maison en vue d'assurer une meilleure existence possible aux membres de la cellule familiale ».

Au sens courant le mot économie véhicule plusieurs idées :

- Gérer en s'efforçant de réduire les dépenses. Exemple : faire des économies.
- Ce qu'on ne dépense pas, une réserve. Exemple : dilapider ses économies.
- Cadre à l'intérieur duquel se déroulent les activités économiques. Ce cadre peut être physique (Exemple : économie togolaise), institutionnel (Exemple : économie capitaliste ou économie de marché, économie socialiste) ou fonctionnelle (Exemple : économie de subsistance).
- L'art de gérer les biens d'une entité humaine (Etat) ; ici l'économie dépasse le cadre familial pour s'étendre à la cité. Elle est donc assimilable à l'administration du patrimoine de la cité. On parle de « **économie politique** », expression attribuée à Antoine de MONTCHRESTIEN. (Du grec, polis = cité).

Vers une définition de la science économique

Donner une définition de la science économique n'est pas chose aisée. De multiples définitions de la science économique ont été énoncées au cours du temps.

Il n'existe donc pas une définition mais des définitions portant sur le domaine d'application, la méthodologie et la problématique de la discipline.

Toutefois trois sont souvent citées :

Définition de Raymond BARRE : « La science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte les moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités. »

Définition de Lionel ROBBINS : « La science économique est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatifs ».

Définition de Paul SAMUELSON : « La science économique recherche comment les hommes décident, en faisant ou non usage de la monnaie, d'affecter les ressources productives rares à la production à travers le temps, de marchandises et de services variés et de répartir ceux-ci à des fins de consommation présente et future entre différents individus et la collectivité constituant la société. »

II. L'OBJET DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

Les travaux des grands économistes tels que Adam SMITH, David RICARDO, Karl MARX, John Maynard KEYNES ont permis de montrer que l'économie est la façon dont les individus ou les sociétés utilisent leurs **ressources rares** en vue de satisfaire pleinement leurs **besoins illimités**. Cette approche met en action deux aspects fondamentaux :

1. Les individus agissent parce qu'ils ont des besoins à satisfaire. En effet si la nature nous offrait gratuitement tout ce dont nous avons besoin, nous serions dispensés de tout effort.
2. Ces individus doivent ajuster leurs moyens limités aux besoins illimités.

II.1 Le sujet économique, un être à satisfaire

Les sujets économiques sont par essence insatisfaits.

Faute de pouvoir tout avoir à la fois et tout faire en même temps, l'homme doit effectuer des choix à l'occasion des grands actes de la vie économique. Ces choix peuvent être individuels ou collectifs.

II.1.1. Les besoins illimités

On appelle besoin un sentiment de privation qui porte à désirer un bien ou un service.

Le but de toute activité économique est de satisfaire des besoins. Or ces besoins se renouvellent, se diversifient et se multiplient sans cesse (surtout avec le progrès des civilisations). Les sujets économiques ont donc des besoins illimités ; Ces besoins présentent quatre (4) caractéristiques :

- **La subjectivité** : le besoin dépend de chaque individu
- **La multiplicité** : à côté des besoins vitaux (manger, se vêtir, se loger, se soigner, ...), apparaissent sans cesse de nouveaux besoins liés tant aux caractères propres à chaque individu qu'à l'environnement économique, social et culturel.
- **La saturabilité** : l'intensité des besoins diminue au fur et à mesure que ces besoins sont satisfaits. Au-delà d'une certaine intensité, la satisfaction diminue et se sature (Exemple : l'avidité d'un assoiffé n'est pas la même pour le premier verre d'eau que les suivants).
- **L'interdépendance** : les besoins sont parfois substituables les uns aux autres, certains sont complémentaires.

Classification des besoins

Les besoins sont le plus classés en trois catégories :

- **Les besoins primaires ou physiologiques** : ce sont des besoins qui faute d'être satisfaits entraîneraient la mort de l'être humain. Leur satisfaction est donc indispensable à la survie humaine. Exemple : les besoins alimentaires, les besoins de soin de santé, respirer....
- **Les besoins secondaires** : leur satisfaction est aussi indispensable à la survie. Exemple : les besoins d'habillement, les besoins de logement.

Les besoins primaires et secondaires forment les besoins fondamentaux ou les besoins de première nécessité.

- **Les besoins tertiaires** : encore qualifiés de superflus, ils regroupent les autres besoins tels que ceux de culture, de loisir de sentiment....

Selon la nature du sujet économique on a :

Les besoins individuels : ce sont des besoins relatifs à chaque individu et satisfaits des ressources propres à chacun.

Les besoins collectifs : nés de la vie en groupe, de l'urbanisation et de la civilisation, ils sont satisfaits à partir des équipements publics et des services publics (routes, santé publique, écoles...). Leur satisfaction est indispensable au progrès de la société et à sa conservation. Ceux-ci sont financés par les prélèvements obligatoires.

II.1.2. La pyramide de MASLOW

La pyramide de Maslow permet de comprendre la hiérarchie des besoins de l'homme.

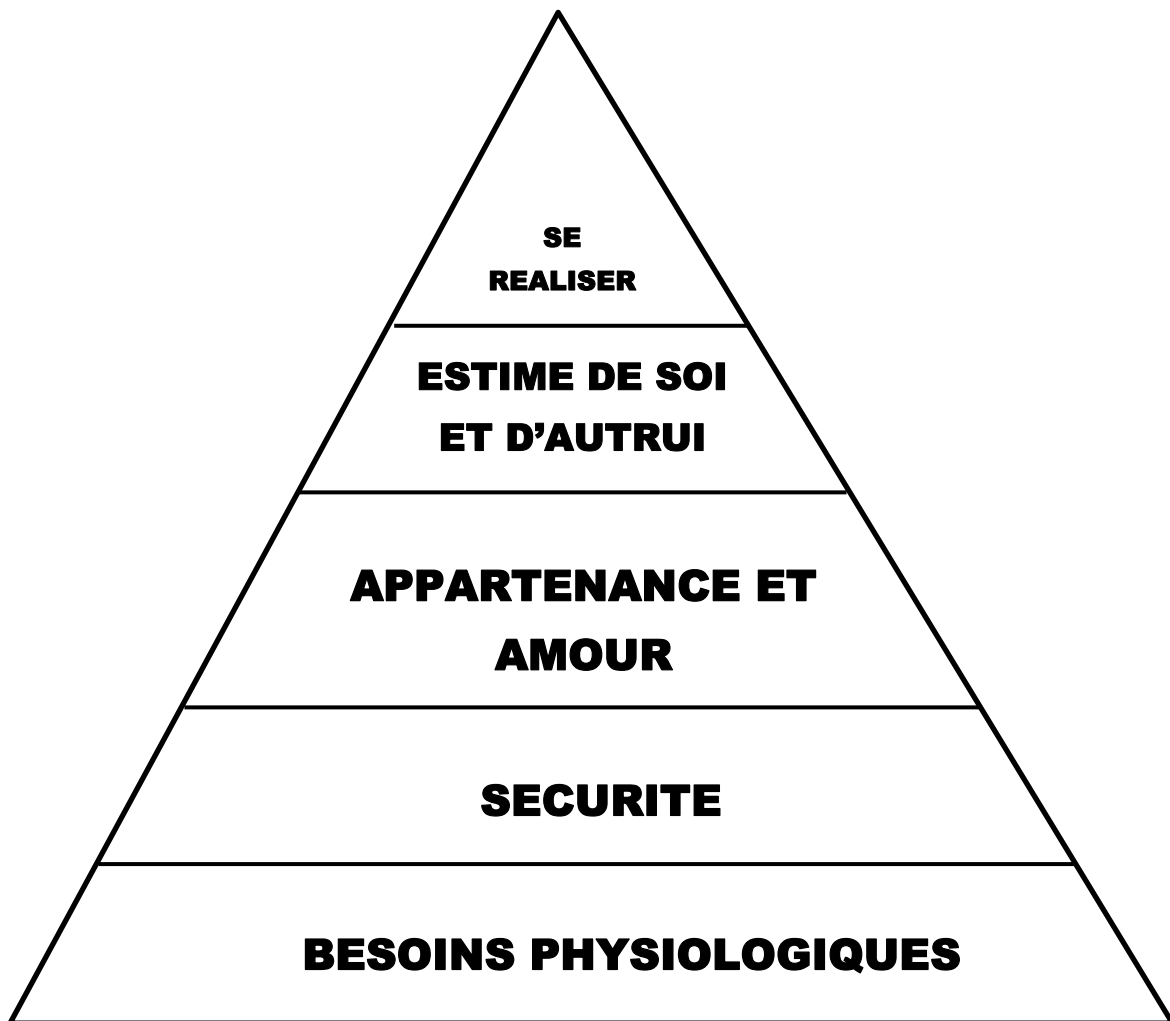
Selon Abraham Maslow en effet, la satisfaction d'un besoin ne peut être réalisée que si les besoins de niveau inférieur sont eux-mêmes satisfaits par exemple, un individu ne peut se sentir en sécurité (niveau 2) si sa première préoccupation est de trouver à boire et à manger (niveau 1).

Cette pyramide peut également servir dans l'entreprise : ainsi, la productivité d'un collaborateur (niveau 5) peut être dégradée si celui-ci ne se sent pas intégré dans son équipe de travail (niveau 3) ou tout simplement s'il n'a pas bien dormi ! (Niveau 1).

Une caractéristique intéressante est aussi de noter ceci :

Un individu se souviendra plus longtemps d'une augmentation de situation dans les niveaux élevés que dans les niveaux bas.

Par exemple, on se souvient généralement plus longtemps d'un compliment sur son travail (niveau 4) que d'une augmentation de salaire ou d'un changement de menu à la cantine (niveau 1).
De nombreuses variantes de la pyramide de Maslow existent.



II.2. Les biens limités

Un bien économique est tout élément susceptible de satisfaire un besoin. Les biens économiques sont des ressources rares et peuvent faire l'objet de différentes classifications selon les critères retenus traduisant ainsi leurs diversités :

- **Nature physique**
 - Biens matériels (tangibles)
 - Biens immatériels ou services (enseignement, transport, conseil d'un avocat...)
- **Durée d'utilisation**
 - Biens fongibles (disparaît lors de l'utilisation)
 - Biens semi durables (habit, stylo)
 - Biens durables (bâtiment)
- **Utilisation des biens issus de la production**
 - Biens de consommation finale (qui satisfont directement les besoins).
 - Biens de production (servent à produire d'autres biens).
- **Relation d'utilisation**
 - Biens complémentaires (utilisation simultanée des deux biens) ;
 - Biens substituables ou concurrents (utilisation d'un bien à la place de l'autre) ;
 - Biens indépendants (aucune relation d'utilisation entre les biens) ;

A côté des biens économiques, coexistent des biens qualifiés de **non économiques** ou **libres**. Ils sont surabondants et immédiatement disponibles sans effort.

Exemple : la luminosité solaire, l'air ambiant. Toutefois cette distinction évolue dans le temps et dans l'espace.

II.3. Choix et actes de la vie économique

Face aux besoins illimités et aux ressources rares, s'imposent des choix économiques. L'homme sera amené à chercher le maximum de satisfaction à partir des ressources budgétaires limitées dont il dispose ou encore à limiter ses dépenses en vue d'atteindre un niveau de satisfaction donnée.

La démarche qui conduit un individu à effectuer des choix s'appuie sur « **le calcul économique** ».

Trois types d'actes sont particulièrement susceptibles de faire l'objet de ce calcul.

- La production : c'est la réalisation des biens et services. (Quoi produire ? comment produire ?)
- La répartition : c'est la destination de la production et la formation des revenus (Pour qui produire ? comment répartir le revenu obtenu grâce à la production ?)
- La dépense : c'est l'acquisition des biens et services (Que faire des revenus distribués ? quels types de biens ou de services acheter ?).

II.4. La méthode de la science économique

La méthode de la science économique est fondée sur l'observation et la logique où s'alterne raisonnement déductif ou inductif. Dans ses analyses et explications, la science économique se sert de :

- **La microéconomie** : analyse des comportements individuels.
- **La macroéconomie** : analyse des comportements collectifs et globaux.
- **La mésoéconomie** : analyse des sous-ensembles à mi-chemin entre la microéconomie et la macroéconomie.

La phase de la vérification de la théorie consiste à confronter la théorie élaborée à la réalité pour tester sa pertinence. Des séries statistiques, des modèles mathématiques et / ou économétriques sont utilisés à cet effet.

Cette démarche méthodologique est identique à celle de la démarche scientifique sauf en ce qui concerne l'expérimentation au laboratoire tout comme pour toutes les sciences sociales.

III. LES GRANDS COURANTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

Les courants de la pensée économique ont vu le jour dès l'antiquité mais c'est au XVIII^{ème} et au XIX^{ème} siècle que les plus importants ont pris naissance.

Notre étude retiendra les trois grands courants : le libéralisme, le marxisme et le keynésianisme.

Chacun d'eux a dominé intellectuellement son époque en raison de la justesse des réponses apportées aux grandes questions économiques du temps.

III.1. Le courant libéral

Il se compose de deux branches : l'une classique (fin du XVIII^{ème} e siècle) et l'autre néoclassique (fin du XIX^{ème} e siècle).

III.1.1. Le courant libéral classique

III.1.1.1. Le contexte global

Ce courant est caractérisé par une révolution radicale des mentalités, des valeurs, des techniques et des processus économiques : la révolution industrielle.

La puissance économique réside désormais dans la détention des moyens de production.

III.1.1.2. La pensée libérale classique

Elle a vu le jour en Angleterre avec Adam SMITH qui publie en 1776 l'ouvrage essentiel :

Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.

L'analyse se repose sur trois idées :

- **L'individualisme** : c'est la recherche de l'intérêt personnel et le désir d'obtenir le maximum de satisfaction
- **L'affirmation de la liberté économique** : le marché constitue l'élément régulateur efficace de l'activité économique. L'Etat n'est pas autorisé à intervenir dans l'activité économique. Il a pour rôle de supprimer les entraves au libre jeu du mécanisme économique. On parle d'**Etat gendarme**.
- **La permanence de l'équilibre** : le principe de la liberté économique conduit le système à son équilibre. Lorsque celui-ci n'est pas spontanément atteint, les prix s'ajustent à la hausse ou à la baisse pour la réaliser. Adam SMITH parle de la « **main invisible** ».

Les illustres successeurs d'Adam SMITH sont :

Thomas Robert MALTHUS (1766 – 1834), *Essai sur le principe de la population*

David RICARDO (1772 – 1823), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*

Jean Baptiste SAY (1776 – 1832), *Cours complet d'économie politique pratique*

III.1.2. Le courant libéral néoclassique

III.1.2.1. Le contexte global

Après un siècle de croissance, les outils d'analyse des classiques semblent incapables d'expliquer les comportements des grands acteurs de la vie économique. C'est dans ce contexte avec un esprit de renouvellement et de contestation culturelle que s'est élaborée l'analyse néoclassique.

III.1.2.2. La pensée libérale néoclassique

Les pères fondateurs de ce courant sont :

L'anglo-américain William Stanley JEVONS (1835 - 1882), *Théorie de l'économie politique* (1871) ;

L'autrichien Carl Menger (1840 – 1921), *Les fondements de l'économie politique* (1871)

Le français Léon WALRAS (1834 – 1910), *Eléments d'économie politique pure ou théorique de la richesse sociale* (1874) ;

L'italien Wilfrid PARETO (1848 – 1923), *Manuel d'économie politique* (1907) ;

L'américain Alfred MARSHALL (1842 – 1924), *Principes d'économie politique* (1890) ;

Le français Arthur Cecil PIGOU (1877 – 1959), *Economie du bien-être* (1920) ;

Pour eux :

1 La valeur d'un bien n'est pas fondée sur le travail ni sur le coût de production mais de l'utilité que le consommateur lui accorde. Ils sont donc appelés les utilitaristes.

2 L'équilibre existe à deux niveaux i.e. chez chaque individu quelle que soit sa fonction économique (consommateur ou producteur) et sur chaque marché.

III.1.2.3. L'actualité de la pensée libérale néoclassique

Depuis 1970, le courant est incarné dans de nouvelles écoles, principalement américaines

- L'école de Chicago (monétariste) avec M. FREIDMAN
- L'école de l'économie de l'offre avec A. LAFFER
- L'école des choix publics avec J. BUCHANAN
- La nouvelle école classique avec J. MUTH

III.2. Le marxisme ou le courant marxiste

III.2.1. Le contexte global

L'essor du capitalisme industriel du XIX^{ème} siècle bouleversa les structures économiques et sociales : les conditions ouvrières se détériorent et se précarisent. De cet excès du capitalisme sauvage est né un mouvement de contestation politique et syndical et une réflexion d'ensemble sur la réalité et l'avenir du mode de production.

III.2.2. La pensée marxiste

Dans son œuvre maîtresse, *Le capital* (1867), Karl MARX (1818 – 1883) formule des critiques contre le capitalisme.

Trois idées constituent les fondements économiques du marxisme :

- **La notion de la plus-value** : pour Karl MARX, la seule source du profit du capitalisme est l'exploitation des ouvriers.

- **Les contradictions du capitalisme** : le maintien du bas salaire provoque la paupérisation de la classe ouvrière et obstrue le système économique. Cette contradiction est fatale pour le capitalisme et assure l'avènement du socialisme.
- **La propriété collective des moyens de production** : elle doit remplacer la propriété privée des moyens de production.

Le disciple et l'ami le plus connu de MARX est Friedrich ENGELS (1820 – 1895) avec qui il a publié en 1884 **Le Manifeste du parti communiste**.

III.2.3. L'actualité de la pensée marxiste

Après la mort de MARX, les marxistes attendent et espèrent la disparition du mode de production capitaliste, néanmoins le capitalisme perdure.

La pensée marxiste a connu récemment de multiples approfondissements et reformulations.

En France par exemple on peut citer l'école de la régulation. Elle est définie selon AGIETTA, BOYER et MISTRAL comme « la conjonction des mécanismes concourant à la production d'ensemble des systèmes ».

Parmi les « réformateurs » on peut citer Paul BARAN, Paul SWEEZY. Pour les néo marxistes on peut citer André Gunder FRANK, Pierre SALA, Samir AMIN.

III.3. Le keynésianisme ou le courant keynésien

III.3.1. Le contexte global

L'inefficacité des remèdes des libéraux notamment en Grande Bretagne et aux Etats-Unis face à la crise économique de 1929 a poussé John Maynard KEYNES (1883 – 1946) à repenser radicalement la problématique économique. Il publie en 1936 **La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie**.

III.3.2. La pensée keynésienne

Elle s'articule autour de trois grands axes :

- L'analyse macroéconomique : contrairement aux libéraux, la théorie keynésienne s'intéresse aux décisions collectives des groupes d'agents déterminant ainsi le niveau global du revenu et de l'emploi c'est-à-dire des agrégats nationaux
- L'existence possible d'une situation durable d'équilibre de sous-emploi.
- Une intervention de l'Etat : l'Etat doit se substituer en cas de dépression économique durable aux entreprises défaillantes en matière d'investissement et d'embauche. Il est donc conduit à mener des « politiques économiques ». Toutes les politiques économiques de 1945 aux années 1970 se sont inspirées du keynésianisme (Etat providence).

III.3.3. L'actualité de la pensée keynésienne

Les prolongements de la théorie keynésienne sont importants et divers. Les plus importants sont :

- Le keynésianisme qui a fondé la macroéconomie traditionnelle dont les représentants sont John HICHS et Paul Antony SAMUELSON
- La théorie du déséquilibre représentée par Edmond MALINVAUD, Robert W. CLOWER (l'offre et la demande ne sont pas réunies au même lieu).
- La théorie postkeynésienne est représentée par Michel KALECKI, Joan ROBINSON et Nicolas KALDOR (ce qui importe ce sont les incertitudes ; la monnaie qui n'est pas neutre ; existence de sous-emploi).

NB : il est à noter que ces grands courants de pensée ne sont pas strictement successifs. Ils cohabitent mais seulement, les raisonnements ne se modifient parfois que peu, parce que le contexte historico-économique change, mais les grandes lignes demeurent.

A chacun de ces grands courants de pensée peut être associée une forme d'organisation économique dominante.

Ainsi à la doctrine libérale, correspond le capitalisme ; à l'analyse marxiste correspond, le socialisme ; à l'analyse keynésienne, correspond le régime d'économie mixte.

Le tableau suivant résume les caractéristiques originales de ces courants :

Principaux courants de pensée économique		Libéral	Marxiste	Keynésien
Mode d'organisation		Capitalisme	Socialisme	Economie mixte
Caractéristiques	Régime de propriété	Privée	Collective	Mixte
	Système de régulation	Marché	Etat	Marché et Etat
	Instrument de régulation	Prix	Plan et Prix	Revenu

IV. CONCLUSION

La science économique peut se définir par son objet, c'est-à-dire le domaine qu'elle étudie, et elle est apparue successivement, dans le temps, comme la science de l'accumulation des richesses et la science des choix et décision. Mais la science économique se définit aussi et surtout par ses méthodes : c'est une façon particulière d'étudier les comportements humains, par l'observation, la formulation d'hypothèses, l'établissement de lois et la construction de modèles théoriques. Elle s'efforce de proposer une approche positive des phénomènes en privilégiant, selon les courants de pensée, l'individualisme méthodologique ou le holisme.

Au total, les approches sont multiples et variées au cours de l'histoire, et ne font pas aujourd'hui plus qu'hier l'objet d'un consensus. La science économique procède souvent par la redécouverte et le creusement d'idées formulées par des auteurs anciens parfois oubliés. Le progrès de la science économique n'est donc pas linéaire. Elle prend en compte les différentes perceptions de l'homme tout au long de son cheminement, et de ses rapports en société. Elle reste donc une science sociale ou humaine.

LES AGENTS ECONOMIQUES ET LES INTERDEPENDANCES DES ECONOMIES NATIONALES ET INTERNATIONALES

Les acteurs de la vie économiques sont appelés les agents économiques. Ils se relient entre eux par des mouvements de biens, de services (flux réels), et de monnaies (flux monétaire ou financiers) représentant un circuit économique destiné à schématiser les interdépendances économiques nationales et internationales.

I. LES AGENTS ECONOMIQUES

I.1. Les agents économiques

On appelle agent économique, tout acteur de la vie économique. C'est tout individu ou groupe d'individus ou organisme qui exerce une action sur la vie économique. Ce sont : les ménages, les entreprises non financières, les administrations, les institutions financières, l'extérieur.

I.1.1. Les ménages

En terme économique, les ménages sont des unités institutionnelles dont la fonction économique principale est la consommation de biens et services.

Ils peuvent éventuellement produire s'ils sont organisés dans le cadre d'une entreprise individuelle. La consommation est réalisée grâce aux différents revenus qu'ils tirent de leurs activités (travail), de leurs propriétés et / ou des revenus des transferts sociaux (allocation familiale, pension...).

I.1.2. Les entreprises non financières

Elles produisent des biens et /ou des services marchands dont ils tirent leurs profits. Elles versent les salaires aux employés, payent les impôts et cotisations sociales.

Elles consomment des biens et services appelés consommation intermédiaire, épargnent en vue de s'acheter des valeurs mobilières et aussi d'acquérir des biens de production pour faire des investissements (remplacement, agrandissement).

I.1.3. Les administrations

Elles représentent matériellement l'autorité centrale et ses démembrements (Etat et ses collectivités locales = administration publique) et les autres personnes morales à but non lucratif (administration privée : association, syndicats, églises, partis politiques,...) qui fournissent des services non marchands c'est-à-dire des services qui ne sont pas directement vendus ou des services fournis et qui sont pratiquement gratuits ou, du moins, il n'existe pas de relation directe entre la prestation du service et la participation financière demandée. Exemple : l'enseignement public, la sécurité publique, la justice,

Les administrations publiques se procurent leurs ressources essentiellement des prélèvements obligatoires constitués d'impôts et de cotisations sociales de même que les taxes.

On appelle impôt, des prélèvements obligatoires sans contrepartie effectués par la puissance publique. Les cotisations sociales sont des versements à caractère obligatoire effectuées au profit des organismes de sécurité sociale ou de l'Etat et qui seront reversées en allocation. Les administrations privées ont les leurs constituées de cotisations volontaires des membres, des dons, des legs et accessoirement de la vente de services.

Leurs dépenses sont constituées de salaires versés aux fonctionnaires, les investissements publics (routes, écoles publiques,) et des transferts sociaux versés aux ménages.

I.1.4. Les entreprises financières

Ce sont des organismes ou établissements dont la fonction économique principale est la collecte, la transformation et la répartition des disponibilités financières notamment l'épargne des ménages.

Elles drainent les capacités de financement des uns vers les besoins de financement des autres. Aussi jouent-elles le rôle de mobilisatrices de revenus et sont très importantes pour le financement de l'économie. Ce sont l'ensemble du système bancaire (banque centrale, trésor public, banques commerciales), les autres intermédiaires non bancaires (caisse d'épargne, caisse de crédit, compagnies d'assurance, agence de change) et les compagnies d'assurance qui transforment un risque individuel en risque collectif.

I.1.5. L'extérieur

Encore appelé reste du monde, il regroupe les individus, les organisations et les institutions situés, géographiquement ou juridiquement hors du territoire économique national. Il entretient avec le territoire économique national des relations en flux sortants et flux entrants (réels et monétaires).

TABLEAU SYNOPTIQUE DES DIFFERENTES CATEGORIES D'AGENTS ECONOMIQUES

SECTEURS INSTITUTIONNELS		Nature des agents	Fonction économique principale	Provenance des ressources
MENAGES		Famille, célibataires	Consommation	Travail, propriétés, revenu de transferts sociaux
		Entrepreneur individuel	Production de biens et services marchands	Montant issu de la vente
ENTREPRISES NON FINANCIERES		Entreprises privées et publiques	Production de biens et services marchands	Montant issu de la vente
ENTREPRISE FINANCIERE	Institutions financières	Banques, caisse d'épargne, cambiste, autres institutions de crédit	Financement, collecte de l'épargne, accord de crédit	Dépôt des clients, rémunérations des prestations
	Compagnies d'assurance	Compagnie d'assurance	Garantie des risques courus	Primes des clients
ADMINISTRATIONS	Administrations publiques	Etat central, collectivités locales, organismes de sécurité	Production de services non marchands, redistribution de revenu et de patrimoine	Prélèvements obligatoires, cotisations sociales
	Administrations privées (Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages ISBLSM)	Association, syndicats, partis politiques, Eglise	Production de services non marchands	Dons, legs, cotisations volontaires, subventions
Extérieur ou le reste du monde		Hors économie nationale	Rassemblement de toutes les opérations entre l'économie nationale et l'étranger	

I.2. Les relations entre les agents économiques : le circuit économique

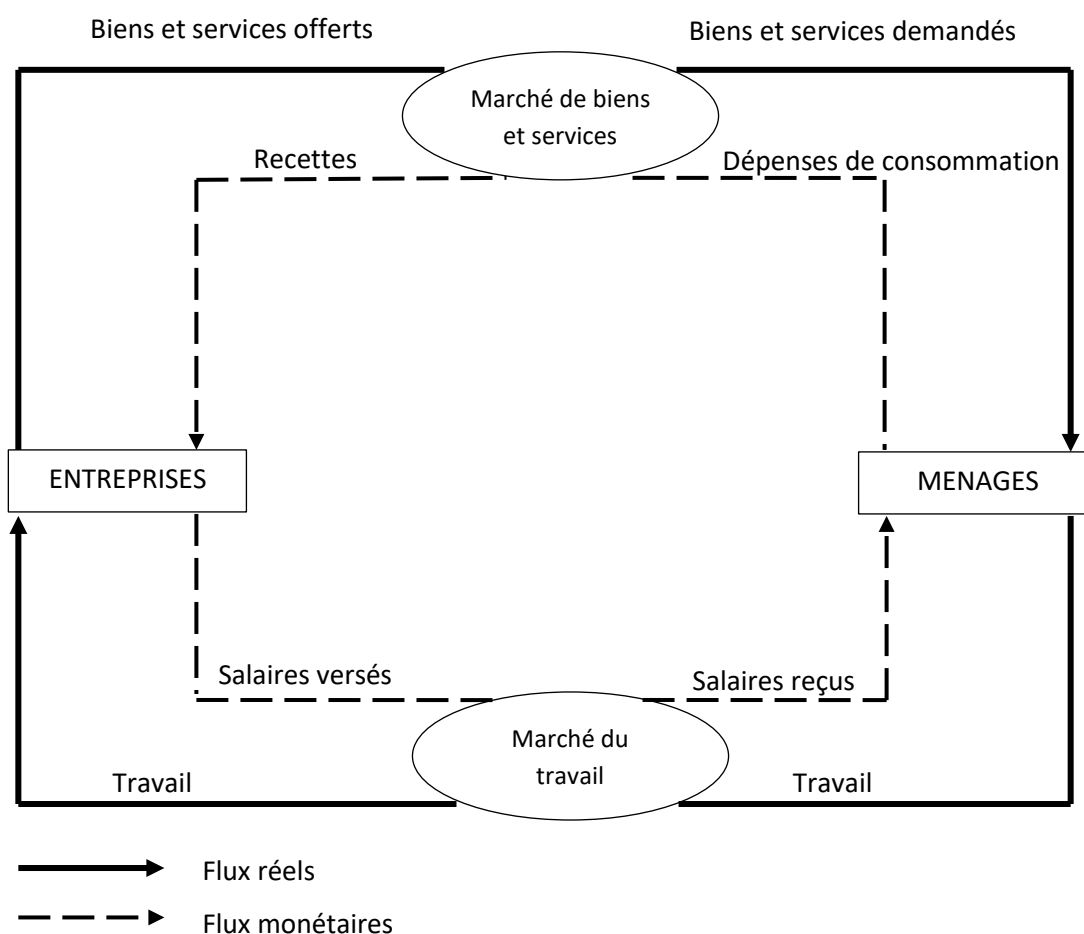
Chaque opération économique donne naissance à une relation. Elle suppose une circulation de richesses qui peut être exprimée en quantité et en valeur, d'où les flux :

- ♦ Flux réels : ils concernent les biens et services.
- ♦ Flux monétaires ou financier : ils concernent les valeurs exprimées en monnaie (salaire, impôt, crédit, intérêt...).

On appelle circuit économique une représentation imagée et simplifiée de l'activité économique qui permet de décrire au moyen des flux, les relations essentielles entre les différents agents économiques.

I.2.1. Exemple de circuit économique à deux agents économiques

Prenons pour agents les entreprises et les ménages



I.2.2 Le circuit économique plus élaboré

(Voir diapo)

II. LES INTERDEPENDANCES ECONOMIQUES ENTRE LES NATIONS

La plupart des économies nationales sont ouvertes sur l'extérieur. Aussi, les nations entretiennent-elles entre elles des rapports économiques : échange de biens et services (matières premières, produits agricoles, produits manufacturés, services, ...), échange de travailleurs (émigrés, coopérants,) échange de capitaux (crédits à court, moyen et long terme, investissements, gestion de titres et d'obligation, ...). Ainsi toutes les économies sont-elles dépendantes les unes des autres. Le degré de dépendance d'une économie est apprécié par le Coefficient de Dépendance :

$$CD = \frac{\frac{X + M}{2}}{PIB}$$

X = Exportations

M = Importations

L'interdépendance entre différentes économies augmente lorsque les échanges s'accroissent plus vite que leurs productions respectives. Les fondements des échanges internationaux peuvent s'expliquer par l'inégale dotation en ressources des différentes économies et par la spécialisation internationale qui en résulte. Ces échanges peuvent également résulter d'un rapport de force entre nations et entre grandes firmes.

Pour certaines économies, l'ouverture sur l'extérieur est pleine d'opportunités alors que pour d'autres elle est à l'origine de nouvelles contraintes.

LA FONCTION DE REPARTITION DES REVENUS

L'activité économique conduit à la création de richesses (valeur ajoutée). La répartition a pour objet le partage de ces richesses entre les agents économiques. Ainsi, la répartition suit la production ; mais aussi on peut avancer l'idée selon laquelle la répartition est à l'origine de la production. En effet, les revenus versés occasionnent une demande de consommation et d'investissement auprès des agents producteurs.

On distingue traditionnellement une répartition primaire et une répartition secondaire des revenus.

I. LA FORMATION DES REVENUS

On appelle revenu d'un individu ou d'une collectivité, sa perception en tant que rémunération de son travail et/ou de sa propriété pour la participation directe ou indirecte au processus de production.

Ainsi, le revenu du travail est le salaire qui prend différentes appellations selon la nature du travail, celui du capital est l'intérêt et celui des ressources naturelles, la rente.

I.1. Le revenu primaire

Le revenu primaire des ménages est constitué des revenus de travail, des revenus de la propriété.

I.2. Les revenus de transferts sociaux

Ce sont des revenus versés aux ménages pour des raisons autres que leur participation au processus de production.

Exemple : les allocations familiales, les pensions vieillesse, les bourses d'études, assurance chômage, allocations aux handicapés etc.

On appelle revenu mixte l'ensemble des revenus primaires augmentés des revenus de transferts sociaux.

I.3. Le revenu disponible

C'est l'ensemble des revenus des ménages (revenus de propriété, revenus d'activité, revenus de transferts sociaux éventuels) diminué des prélèvements obligatoires (impôts directs, cotisations sociales).

On appelle prélèvement obligatoire, l'ensemble des impôts directs et des cotisations sociales sans contrepartie directe prélevés par les administrations publiques ou les organismes de sécurité sociale.

II. LA REDISTRIBUTION DES REVENUS

La redistribution des revenus est l'ensemble des mesures prises par l'Etat ou par d'autres administrations publiques pour modifier la répartition primaire des revenus issus du cycle de production en prélevant des impôts et des cotisations sociales et en distribuant des transferts sociaux.

La redistribution horizontale des revenus désigne les flux de transferts sociaux au bénéfice des ménages ou des individus victimes des risques sociaux (des bien-portants vers des malades ; des célibataires vers des mariés ; des travailleurs vers les chômeurs).

La redistribution verticale des revenus désigne les flux de transferts sociaux destinés à réduire les inégalités de revenus (revenus importants vers revenus faibles).

II.1. Le système de redistribution et sa finalité

Les principales institutions de la redistribution sont l'Etat, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale. Ils opèrent la transformation des revenus primaires en revenus disponibles et produisent les services collectifs non marchands (santé, éducation, sécurité, loisir, culture).

La finalité du système de redistribution est double :

- Correction des inégalités (disparités dans la taille de la famille ou dans son revenu).
- La protection individuelle (se préserver contre les risques de maladies, de perte d'emploi, de perte de revenu au moment de la retraite).

II.2. Le caractère redistributif du système de prélèvement

Les revenus primaires des ménages supportent des prélèvements fiscaux et sociaux obligatoires.

II.2.1. Les prélèvements fiscaux

On peut distinguer :

- L'impôt sur le revenu
- Les impôts locaux (taxes d'habitation, taxes foncières)
- L'impôt de solidarité sur la fortune

II.2.1. Les prélèvements sociaux

Ce sont des cotisations prélevées par les organismes de sécurité sociale et qui seront reversées aux ménages en espèce, en nature ou en prestations sociales.

III. LES INEGALITES

Tous les pays sans exception connaissent des inégalités économiques et sociales, la précarité et l'exclusion. Seulement les mécanismes de correction divergent et n'ont pas d'effets égaux sur les ménages cibles.

III.1. Inégalités de revenu

- Disparités de salaire : elles sont liées aux différences de qualification, à l'ancienneté, au sexe, à la nationalité, à la région, au secteur d'activité
- Les disparités de bénéfices des entreprises individuelles.

III.2. Inégalités de patrimoine

Le patrimoine d'un agent économique peut se définir comme l'état de ses dettes et de ses avoirs en un moment donné. Il varie en fonction de l'héritage, du revenu, de la catégorie socioprofessionnelle et de l'âge.

III.3. Autres inégalités

- Inégalités de niveau de vie
- Inégalités de patrimoine culturel et de formation
- Inégalités devant les risques de chômage et de maladie
- Inégalités de chance

On appelle **niveau de vie**, la quantité de biens et de services dont dispose un ménage, une catégorie sociale, un pays en fonction de leur revenu.

Le genre de vie ou **le mode de vie** est une notion qualitative qui désigne la manière de vivre d'une population, sa façon de travailler, de consommer, de se loger, de se protéger de l'environnement.

IV. PAUVRETE, PRECARITE, EXCLUSION

Le pauvre est une personne dont le revenu est inférieur à un certain seuil ne lui permettant pas de couvrir les besoins élémentaires (se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner).

La précarité est la difficulté de se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté

L'exclusion est la rupture du lien social.

Les inégalités issues de la répartition primaire légitiment la redistribution. De même, la redistribution par le biais du système fiscal et de la protection sociale modifie les mécanismes de la répartition primaire. En conséquence, la répartition de revenus doit s'inscrire dans une problématique d'efficacité économique et d'équité. Il s'agira d'œuvrer à assurer la dimension sociale de la redistribution sans pour autant perturber le processus de création de richesse.

TRAVAUX DIRIGES SUR LA PREMIERE PARTIE

I. **TEXTE : La quantité de biens disponibles**

Or tous les produits ou tous les services désirés n'existent pas dans la nature en quantité illimitée. Certains sont rares. Et c'est une expérience des pénibles de l'enfant lorsqu'il constate que la satisfaction d'un désir exige un effort (dans le langage économique, nous dirons un coût). Il fera ainsi l'apprentissage de la rareté. Pour chaque individu en effet, le problème est de satisfaire ses désirs économiques, nés du besoin, malgré la rareté des produits dont il peut disposer. Son objectif est alors de lutter, de travailler pour se procurer le bien ou le service qu'il désire.

Rinaudo J. ; Coste R.

Initiation aux sciences économiques, tome 1, Nathan, 1977

Questions

1. Qu'entendez-vous par bien économique ?
2. Quelle différence faites-vous entre biens disponibles en quantité illimitée et biens économiques ?
3. Qu'est-ce qu'une activité économique ? Quel est son but ?
4. Dans quelle mesure un bien de production peut-il être un bien de consommation ?

II. **TEXTE**

Il y a ---A--- parce qu'il y a privation. Pour se procurer les biens en quantité suffisante, l'homme va lutter contre la ---B---. Cette lutte demande un ---C--- et représente un ---D---. Cependant, le milieu naturel nous fournit gratuitement et en surabondance des ---E--- dits ---F--- ou ---G---.

TAF : Trouver le mot ou groupe de mots le plus approprié correspondant à chaque lettre.

1. Etablir un circuit économique entre :
2. Les ménages et les administrations publiques
3. Les entreprises non financières et les administrations publiques

III. **EXERCICE Le circuit économique**

Dans une économie imaginaire, les entreprises ont vendu, en un an, 3640 MB (milliards de Biyet - monnaie nationale) aux ménages, 1130 MB aux administrations, exporté 400 MB et importé la même somme. Elles ont versé 3340 MB de revenus aux ménages et 1560 MB des prélèvements obligatoires aux administrations. Les ménages ont, pour leur part, versé 1800 MB de prélèvements obligatoires, épargné 100 MB, reçu 800 MB de salaires des administrations et 1500 MB de transferts sociaux.

Les crédits nets (après retrait des remboursements) ont représenté 30 MB pour les entreprises et 70 MB pour les administrations.

N.B. : Les flux représentés sont les flux monétaires

Travail à faire

- 1) Représenter le circuit économique entre ces différents agents économiques.
- 2) Compléter le tableau ci-après :

Agents Economiques	Dépenses Totales	Ressources Totales
Ménages		
Entreprises		
Administrations Publiques		
Institutions Financières		

- 3) Peut-on parler d'équilibre dans cette économie ? Justifier.

TEXTE : L'ORIGINE DES BESOINS

Alors que l'animal cherche à satisfaire ses besoins sans détour, c'est-à-dire sans intelligence, l'homme, quant à lui, crée toujours des besoins nouveaux et cherche à les satisfaire avec le maximum d'efficacité, dans le minimum de temps et de peine. L'homme n'aspire pas à une satisfaction instinctive, mais aménage le monde pour mieux satisfaire ses besoins (homo faber). Souvent, il se heurte à la dureté de la nature, à la rareté des choses, à l'hostilité et la cupidité des autres hommes.

Certains besoins peuvent être satisfaits sans problème : la respiration, par exemple, car l'air est un bien gratuit, la gratuité signifiant l'absence de coût. C'est pourquoi l'air et l'eau (tant qu'ils ne font pas l'objet d'un coût d'approvisionnement ou de traitement) ne sont pas des biens économiques. Si l'on prend maintenant un autre besoin, même fondamental, tel que se vêtir, dans ce cas la nature n'en fournit pas le moyen directement et gratuitement. Il faut produire les vêtements car ils n'existent pas à l'état naturel. Ceux-ci ne sont donc pas gratuits comme l'air, ils coûtent. Ils représentent un travail, une peine, une perte de temps. Le coût donne aux biens une valeur économique.

L'économie est donc la lutte de l'homme contre la rareté et l'inadéquation des moyens de subsistance dans la nature.

En bref, ce qui fait la valeur d'un bien économique est son aptitude à satisfaire un besoin économique dans l'adéquation aux moyens disponibles. Et cela se traduit par trois critères de valeur plus ou moins indépendants et plus ou moins subjectifs :

La valeur-coût (de production, d'acquisition, de remplacement.)

La valeur-rareté (de l'offre relativement à la demande),

La valeur-utilité. (Aptitude à satisfaire un besoin)

LA PARABOLE DU BANQUET

Auteur : Robert Thomas MALTHUS

Elle se résume comme suit :

« Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut le nourrir ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a le droit à réclamer une portion quelconque de nourriture : il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la Nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui. La Nature lui demande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet. Si ces convives se serrent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement, demandant la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux réclamants. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait auparavant se change en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent dans toutes les parties de la salle, et par la clameur importune de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments sur lesquels on leur avait appris à compter. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en contrecarrant les ordres stricts à l'égard des intrus, donnés par la grande maîtresse du banquet ».

Observation :

« La parabole du banquet », qui existait dans la première édition de l'*Essai sur le principe de la population* n'a pas été reprise dans les autres éditions à cause des réactions qu'elle a suscitées. Cette parabole est à mettre en parallèle avec la situation actuelle de la plupart des pays en développement, en particulier africains, et des leçons intéressantes peuvent en être tirées.

Commentaires :

La pensée malthusienne connut dans l'opinion un succès immédiat. Il semblait qu'elle venait à son heure, qu'elle apportait une explication à la misère et au chômage engendré par la révolution industrielle. Les capitalistes expliquent à la classe ouvrière que sa misère ne provenait pas de l'inégale répartition des richesses mais de sa natalité incontrôlée.

Réactions anti-malthusiennes :

- Pour les catholiques, « La parabole du banquet » est l'expression scandaleuse d'un égoïsme de nantis.
- Pour Pierre Joseph PROUDHON (très acerbe), la contrainte morale proposée par MALTHUS est une accusation contre la Providence, un acte de méfiance contre la nature. Il disait s'il n'y avait qu'un seul homme de trop sur la terre, c'est MALTHUS. Pour lui le problème démographique ne se posera pas.
- Pour Karl MARX, il n'y a pas de loi universelle de population comme l'a cru MALTHUS. Pour lui la surpopulation provient du système capitaliste qui opère une inégale répartition des richesses.

LA STRUCTURE DU MARCHE ET LA FORMATION DES PRIX

I. NOTION DE MARCHE ET LA LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

I.1. Le marché

Au sens courant du mot, il véhicule quatre idées :

- Une idée de lieu Exemple : le grand marché
- Une idée de temps Exemple : rendez-vous le marché prochain
- Une idée d'objet Exemple : le marché de Gbossimé
- Une idée de contrat Exemple : gagner le marché

Le marché est par hypothèse un lieu de rencontre de l'**offre** et de la **demande** et qui s'ajustent par le **prix**.

Le tableau ci-après résume les formes de marchés par le nombre de demandeurs et d'offreurs (Tableau de STACKELBERG).

Offreur Demandeur	Un	Quelques-uns	Très nombreux
Un	Monopole bilatéral	Monopsone contrarié	Monopsone
Quelques-uns	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsone
Très nombreux	Monopole	Oligopole	Concurrence pure et parfaite

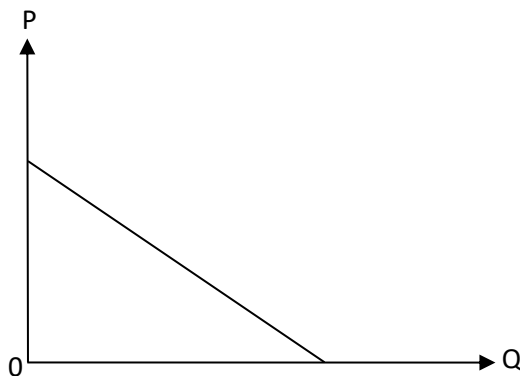
I.2. Les constituants de marche

I.2.1. La demande

La demande d'un bien est la quantité de ce bien que les consommateurs sont disposés à acquérir à un certain niveau de prix donné. Son équation est $Q_D = aP + b$ avec $a < 0$.

Exemple : $Q_D = -5P + 10\,500$

Représentation graphique



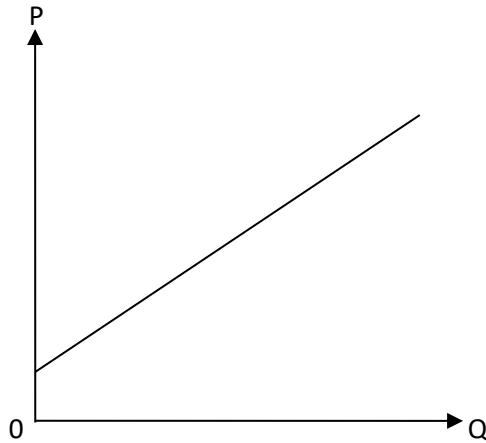
La demande est une fonction décroissante du prix.

I.2.2. L'offre

L'offre d'un bien est la quantité de ce bien que les producteurs acceptent céder à partir d'un niveau de prix déterminé. Son équation est $Q_O = dP + f$ avec $d > 0$.

Exemple : $Q_O = 50P - 500$

Représentation graphique



L'offre est une fonction croissante du prix.

I.3. Le prix

Le prix d'un bien exprime sa valeur marchande. Le prix est le médiateur entre l'offre et la demande.

I.4. La loi de l'offre et de la demande

Un déséquilibre entre l'offre et la demande d'un produit sur le marché provoque une variation de son prix.

Lorsque l'offre est supérieure à la demande, les prix baissent avec pour effet la réduction de l'offre et l'augmentation de la demande jusqu'à l'équilibre.

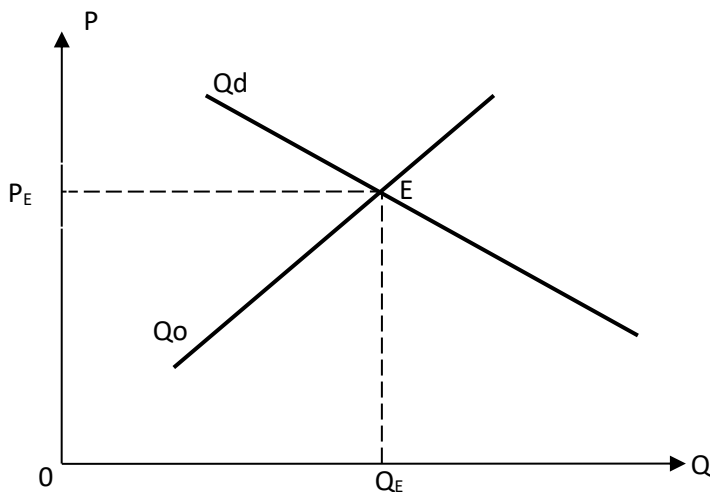
Lorsque l'offre est inférieure à la demande, les prix augmentent avec pour effet l'accroissement de l'offre et la réduction de la demande jusqu'à l'équilibre.

Les prix se stabilisent lorsque la demande est égale à l'offre.

A l'équilibre on a :

$$Q_D = Q_O \begin{cases} P_D = P_O = P^* \\ Q_D = Q_O = Q^* \end{cases}$$

Représentation graphique de l'équilibre du marché



Exemple

Les variables d'équilibres.

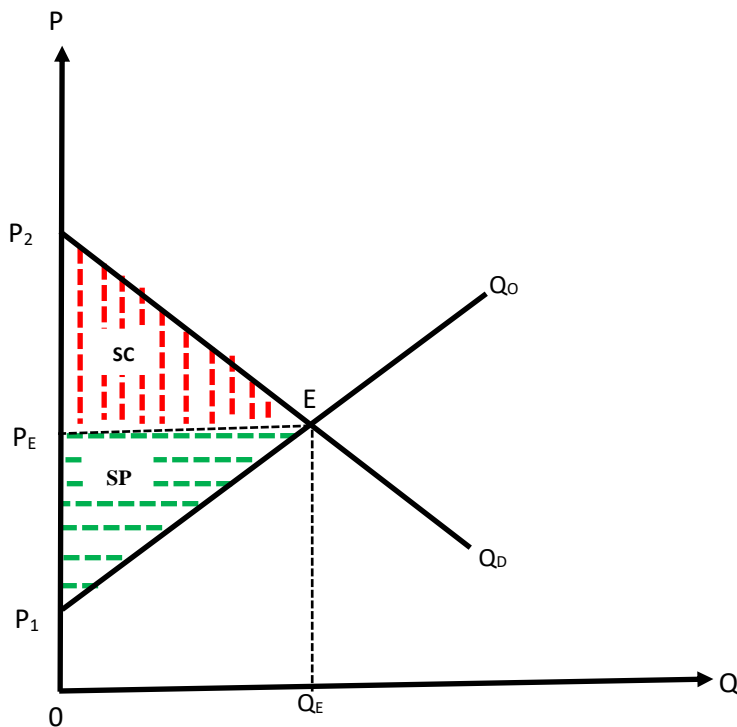
A l'équilibre $Q_O = Q_D$
 $50P - 500 = -5P + 10\,500$
 $55P = 11\,000$
 Les variables d'équilibre sont :
 $P = 200$; $Q_O = Q_D = 9\,500$

I.5. Les pratiques de détermination de prix

Dans la pratique, les producteurs fixent leurs prix en fonction de plusieurs variables : la concurrence, la demande, la tarification publique, le taux d'inflation, l'impôt, le lieu de l'activité.....

Notion de prix psychologique : Le consommateur associe prix et qualité. Jusqu'à un certain prix, la demande s'accroît car la qualité est perçue par le consommateur comme augmentant. Au-delà de ce seuil, on retrouve la règle habituelle de demande diminuant avec l'augmentation du prix.

II. NOTIONS DE SURPLUS DU CONSOMMATEUR ET DU PRODUCTEUR



II.1. Le surplus du consommateur

C'est la différence entre le prix que le consommateur est prêt à payer pour un bien ou un service et le prix d'équilibre. Il est représenté par l'aire de surface du triangle $P_E P_2 E$ soit

$$SC = \frac{1}{2} Q_E * (P_2 - P_E) \text{ ou } SC = \int_0^{Q_E} (f(Q_D) - P_E) \delta Q$$

II.2. Le surplus du producteur.

Il représente la différence entre le prix auquel le producteur était prêt à vendre un bien ou un service et le prix d'équilibre. Il est représenté par l'aire de surface du triangle $P_E P_1 E$ soit

$$SP = \frac{1}{2} Q_E * (P_E - P_1) \text{ ou } SP = \int_0^{Q_E} (P_E - g(Q_O)) \delta Q$$

III. LES COÛTS DE PRODUCTION

C'est l'ensemble des charges engagées lors de la production ou de l'acquisition d'un bien ou d'un service.

III.1. Les différents types de coûts

III.1.1. Les coûts fixes (CF).

Ils sont indépendants du niveau de production.

Exemple : Location de bâtiments, achat et entretien de machines.

III.1.2. Les coûts variables (CV).

Ils varient en fonction du niveau de production. Certains évoluent en stricte proportionnalité avec la quantité produite (CVP) et d'autres pas en stricte proportionnalité avec la quantité produite (CVNP).

$$CV = CVP + CVNP.$$

III.1.3. Le coût total (CT).

C'est la somme de tous les coûts.

$$CT = CV + CF \text{ ou } CT = CVP + CVNP + CF.$$

III.1.4. Le coût moyen ou le coût unitaire (CM) ou (CU).

C'est le coût par unité produite.

$$CM = \frac{CT}{Q} = \frac{CF + CV}{Q} = \frac{CF}{Q} + \frac{CV}{Q}$$

$$CFM = \frac{CF}{Q}$$

$$CVM = \frac{CV}{Q}$$

La diminution du coût fixe moyen (CFM) constitue l'un des avantages de la production en masse. Lorsque l'augmentation de la quantité produite s'accompagne de la diminution du coût moyen à long terme, on parle du phénomène d'« économie d'échelle ».

III.1.5. Le coût marginal (Cm)

C'est le coût supplémentaire dû à la production d'une unité supplémentaire ou il correspond au coût de la dernière unité.

$$Cm = \frac{CT_2 - CT_1}{Q_2 - Q_1} = \frac{\Delta CT}{\Delta Q}$$

En terme mathématique, il correspond à la dérivée de la fonction de coût total **Cm = CT'**

Exemple : $CT = 12Q^2 + 20Q + 15$; $Cm = 24Q + 20$

Lorsque la fonction de coût total comporte de coût fixe, on dit que l'entreprise produit dans le court terme ; par contre lorsque tous les coûts sont variables, on dit que l'entreprise opère dans le long terme.

III.2.. Autres coûts

Le coût d'opportunité : C'est le manque à gagner résultant de la renonciation à une meilleure solution ou les dépenses supportées lorsqu'on manque les meilleures occasions d'investissement.

Coûts implicites : Il résulte de l'utilisation de facteurs appartenant déjà à l'entreprise.

Exemple : Utilisation des véhicules appartenant déjà à l'entreprise.

Coûts explicites : Il résulte de l'utilisation de facteurs n'appartenant pas à l'entreprise.

Exemple : Location d'outils.

Coûts sociaux ou externalités négatives : C'est le désagrément que supporte la communauté dû à l'activité de l'entreprise.

Exemple : Pollution du milieu due l'activité de l'entreprise

III.3 Coût de production et choix optimal

A l'optimum technique, la quantité produite est telle que le coût marginal est égal au coût moyen à son minimum.

$$\begin{cases} C_m = CM \\ CM_{\min} \end{cases}$$

IV. NOTION DE RECETTE ET DE PROFIT

IV.1. Recette totale (RT)

C'est le produit de la quantité par le prix unitaire.

$$RT = Q \cdot P$$

IV.2. Profit (π).

C'est la recette totale diminuée du coût total.

$$\pi = RT - CT.$$

- **Profit unitaire (π_u).**

$$\pi_u = P - CM$$

V. ELASTICITE-PRIX DE LA DEMANDE

V.1. Définition

L'élasticité-prix de la demande d'un bien mesure la sensibilité de la demande suite à une variation du prix

V.2. Formule

$$ep = \frac{\frac{Q_2 - Q_1}{Q_1}}{\frac{P_2 - P_1}{P_1}} = \frac{\frac{\Delta Q}{Q_1}}{\frac{\Delta P}{P_1}}$$

$$ep = \frac{\Delta Q}{\Delta P} \cdot \frac{P_1}{Q_1};$$

$$\frac{\Delta Q}{\Delta P} = Q'_D \Rightarrow ep = Q'_D \cdot \frac{P_1}{Q_1} \text{ (élasticité - prix en point)}$$

$$\left. \begin{array}{l} Q'_D < 0 \\ \frac{P_1}{Q_1} > 0 \end{array} \right\} \Rightarrow ep < 0 \text{ L'élasticité - prix de la demande s'exprime par un nombre négatif.}$$



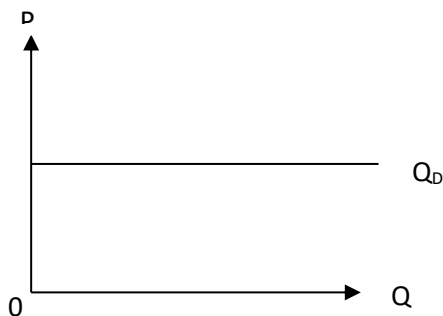
Interprétation :

Le coefficient de l'élasticité - prix de la demande s'analyse le plus souvent en valeur absolue.

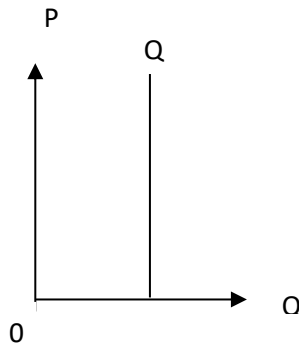
- * Si $|e_p| < 1$; La demande est inélastique ou l'élasticité est dite faible
- * Si $|e_p| = 1$; La demande est d'élasticité unitaire
- * Si $|e_p| > 1$; La demande est élastique ou l'élasticité est dite forte

❖ Cas particuliers

- * Si $|e_p| \rightarrow +\infty$; La demande est dite parfaitement élastique



- * Si $|e_p| = 0$, la demande est dite parfaitement inélastique



V.3. Elasticité-croisée

L'hypothèse est que les marchés des biens ne sont pas indépendants.

L'élasticité-croisée mesure la variation de la quantité demandée d'un bien B suite à la variation du prix d'un autre bien A.

$$e_{AB} = \frac{\frac{Q_{B2} - Q_{B1}}{Q_{B1}}}{\frac{P_{A2} - P_{A1}}{P_{A1}}}$$

Interprétation

- * Si $e_{AB} < 0$; A et B sont deux biens complémentaires
- * Si $e_{AB} = 0$; A et B sont deux biens indépendants
- * Si $e_{AB} > 0$; A et B sont deux biens substituables ou concurrents

V.4. Elasticité de la demande et choc de l'offre

Les élasticités de la demande par rapport au prix sont utilisées, dans un contexte d'équilibre, pour calculer la hausse du prix nécessaire à l'élimination d'une pénurie ou au contraire la baisse du prix nécessaire à l'élimination d'un excédent.

VI. INDICE

Un indice est un nombre sans dimension, mesurant l'évolution de grandeurs dans le temps et dans l'espace.

Il existe deux sortes d'indices : Les indices élémentaires ou simples et les indices synthétiques.

VI.1. Les indices élémentaires

Soit X_{t+1} une valeur de X à la date t+1 et X_t valeur de X à la date t (référence). L'indice d'évolution de la valeur de X entre les dates t+1 et t est défini par :

$$I_{t+1/t} = \frac{X_{t+1}}{X_t} \times 100$$

Il est interprété par rapport à 100%. Il est un complément (baisse en pourcentage) ou un supplément (hausse en pourcentage) de 100%.

VI.2. Les indices synthétiques

VI.2.1. Indice synthétique simple

C'est la moyenne arithmétique simple d'une série d'indices élémentaires.

$$I_{ss} = \frac{I_1 + I_2 + I_3 + \dots + I_n}{n} \quad \text{ou} \quad I_{ss} = \frac{\sum_{i=1}^n I_i}{n}$$

VI.2.2. Indice synthétique pondéré

En économie, tous les biens n'ont pas le même poids. En vue de traduire la réalité, chaque indice particulier est affecté de son coefficient de pondération traduisant ainsi son poids économique.

Soient $I_1, I_2, I_3, \dots, I_k$, les indices particuliers affectés respectivement des coefficients de pondération $n_1, n_2, n_3, \dots, n_k$ avec $n_1 + n_2 + n_3 + \dots + n_k = N$

$$I_{sp} = \frac{I_1 \cdot n_1 + I_2 \cdot n_2 + I_3 \cdot n_3 + \dots + I_k \cdot n_k}{N} \quad \text{ou} \quad I_{sp} = \frac{\sum_{i=1}^k I_i n_i}{\sum_{i=1}^k n_i}$$

VII. LES INDICES CLASSIQUES DE LASPEYRES ET DE PAASCHE

Ils prennent en compte les valeurs tout en neutralisant soit l'évolution de l'effet- prix (dimension volume) ou celle de l'effet-quantité (dimension valeur).

	LASPEYRES	PAASCHE
PRIX	$IP_L = \frac{\sum P_{t+1} Q_t}{\sum P_t Q_t} \times 100$	$IP_P = \frac{\sum P_{t+1} Q_{t+1}}{\sum P_t Q_{t+1}} \times 100$
QUANTITE	$IQ_L = \frac{\sum Q_{t+1} P_t}{\sum Q_t P_t} \times 100$	$IQ_P = \frac{\sum Q_{t+1} P_{t+1}}{\sum Q_t P_{t+1}} \times 100$

Utilités des indices

- Ils permettent de faire des comparaisons dans le temps et dans l'espace ;
- Ils permettent d'apprécier le coût ou la cherté de la vie ;
- C'est un élément de référence pour la prise des décisions salariales

LA CONSOMMATION

La consommation est un acte essentiel de la vie économique. C'est un phénomène aux dimensions économiques et sociales qu'on ne peut comprendre qu'à travers l'analyse du comportement des consommateurs.

I. NOTION DE CONSOMMATION

La consommation désigne l'utilisation d'un bien ou d'un service dans le but de satisfaire un besoin. On distingue la consommation finale des ménages et la consommation élargie de la population.

II. LE CONSOMMATEUR ET SON COMPORTEMENT

Le comportement du consommateur s'analyse à travers les facteurs non économiques et des facteurs économiques.

II.1. Les déterminants extra-économiques ou les facteurs non économiques

La majorité des biens de consommation ont une double fonction :

- Une fonction d'usage
- Une fonction symbolique

Exemple :

1. Une voiture peut non seulement servir de moyen de transport mais aussi situer son utilisateur par rapport aux autres.
2. Habillement.
3. Logement

II.1.1. Les déterminants psychologiques

Le motif d'achat d'un bien ou d'un service par un consommateur peut être un acte de conscience ou d'inconscience.

II.1.2. Les déterminants sociologiques

Du point de vue sociologique, la consommation est liée aux phénomènes comme :

- Le sentiment d'appartenir à un groupe. En effet, chaque groupe social a un mode de vie particulier distinct ou non de celui des autres. Ainsi, plus l'appartenance à un groupe social est forte, plus son type de consommation se rapproche du modèle du groupe.
- L'effet d'imitation entre groupes sociaux. Les groupes sociaux qui sont en contact avec ceux qui occupent une part dans l'échelle de prestige social (stars, hauts cadres, jeunes, étudiants, ...), sont imités de par le mode de vie et leur modèle de consommation.

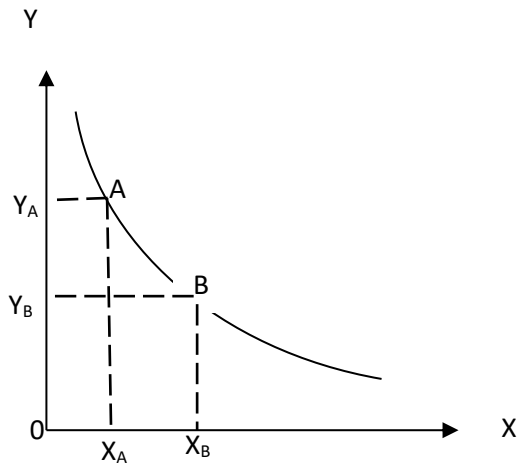
II.2. Les déterminants économiques de la consommation et la rationalité du consommateur

II.2.1. Le calcul économique du consommateur

L'objectif du consommateur rationnel est de maximiser sa satisfaction pour un budget donné.

II.2.1.1. La courbe d'indifférence ou isoquant

Elle indique la combinaison de deux biens procurant un même niveau de satisfaction.



Les courbes d'indifférences sont convexes par rapport à l'origine et sont en pente descendante vers la droite.

II.2.1.2. La contrainte budgétaire ou isocoût

Elle indique toutes les combinaisons possibles de deux biens correspondant exactement au même budget.

Soit B le budget ou la contrainte de revenu

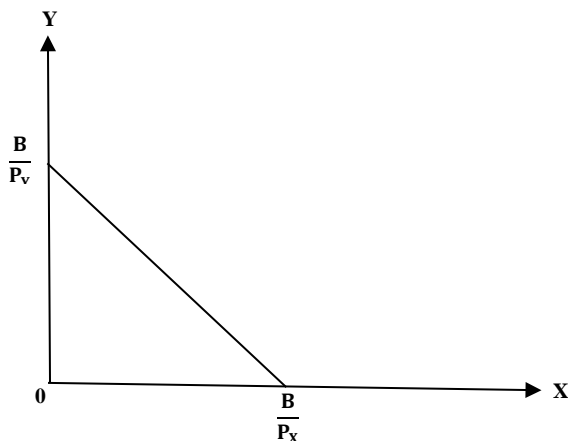
P_X = Le prix unitaire du bien X.

P_Y = Le prix unitaire du bien Y.

X le niveau du bien X

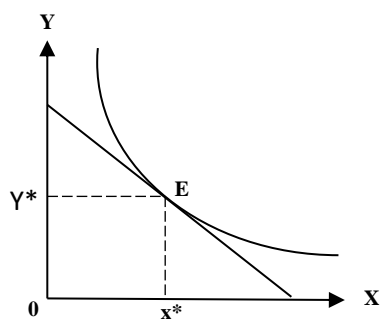
Y le niveau du bien Y

L'équation de l'isocoût s'écrit : $B = XP_X + YP_Y$.



II.2.1.3. L'optimum du consommateur

La combinaison optimale du consommateur correspond au point unique de tangence entre l'isocoût et l'isoquant.



II.2.2. Le Taux Marginal de Substitution (TMS)

Le taux marginal de substitution de X à Y représente le nombre d'unités de Y qui doit être sacrifiées par unité de X pour conserver le même niveau de satisfaction. Il n'est défini que pour les mouvements qui se situent le long d'une courbe d'indifférence et est égal à la pente de celle-ci et d'une valeur négative. $TMS_{XY} = \frac{U_{mX}}{U_{mY}}$

A l'équilibre on a : $TMS_{XY} = -\frac{\Delta Y}{\Delta X} = \frac{U_{mX}}{U_{mY}} = \frac{P_X}{P_Y}$

II.2.3. Exercice d'application

La consommation de deux biens X et Y procure au consommateur des niveaux de satisfaction comme l'indique le tableau ci-après :

Niveau de satisfaction (U)	600	700	600	600	700	600	700	700	600	700	600
Bien X	10	20	20	30	30	40	40	50	60	80	80
Bien Y	120	140	60	40	110	30	80	60	20	40	10

Le consommateur dispose un budget de 2 400 F pour la consommation de ces deux biens ; les prix unitaires des biens X et Y sont respectivement 40 F et 30 F.

Travail à faire

1. Déterminer graphiquement la combinaison optimale.
2. Quelle est le niveau de satisfaction du consommateur ?

II.3. La demande du consommateur

Les choix effectués par le consommateur ne sont pas établis de manière définitive. Une modification des prix ou de son revenu provoque une modification de sa demande (choix) ou un déplacement de sa droite budgétaire.

III. ELEMENTS DE L'ANALYSE THEORIQUE DE L'UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : LES PROPENSIONS

Les ménages affectent leurs revenus disponibles à la consommation et à l'épargne.

$$R = C + E.$$

L'analyse de cette répartition se fait à travers les propensions.

III.1. Les propensions moyennes

III.1.1. La propension moyenne à consommer (PMC)

Elle exprime la part du revenu disponible qui est affectée à la consommation. $PMC = \frac{C}{R}$

III.1.2. La propension moyenne à épargner (PME)

Elle exprime la part du revenu disponible qui est affectée à l'épargne $PME = \frac{E}{R}$

$$PMC + PME = 1$$

III.2. Les propensions marginales

III.2.1 La propension marginale à consommer (PmC)

Elle exprime la variation de la consommation suite à la variation du revenu disponible.

$$PmC = \frac{C_2 - C_1}{R_2 - R_1} = \frac{\Delta C}{\Delta R}$$

III.2.2. La propension marginale à épargner (PmE)

Elle exprime la variation de l'épargne suite à la variation du revenu disponible.

$$PmE = \frac{E_2 - E_1}{R_2 - R_1} = \frac{\Delta E}{\Delta R}$$

$$P_mC + P_mE = 1$$

IV. LA FONCTION DE CONSOMMATION

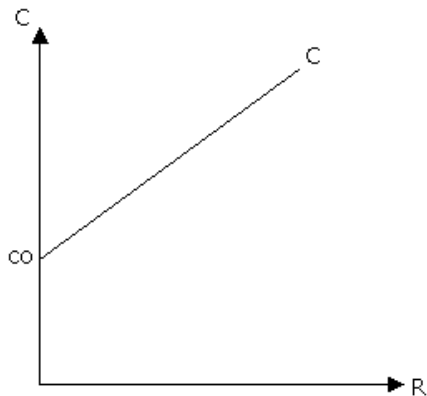
Pour KEYNES, la variable dominante est le revenu. Son analyse connaîtra plus tard d'approfondissement avec FRIEDMAN et MODIGLIANI.

IV.1. La fonction de consommation keynésienne

IV.1.1. *Expression analytique*

$C = cR + C_0$ avec $0 < c < 1$ $c = P_mC$; C_0 = Consommation autonome ou consommation incompressible ou le minimum vital

IV.1.2. *Représentation graphique*



IV.2. L'élasticité de la demande par rapport au revenu

La demande variant avec le niveau du revenu, il est naturel de calculer l'élasticité par rapport au revenu.

Elle mesure la variation de la demande par rapport à la variation du revenu, toutes choses étant égales par ailleurs.

$$\epsilon_R = \frac{\frac{\Delta X}{X_1}}{\frac{\Delta R}{R_1}}$$

- Lorsque $\epsilon_R < 1$, il s'agit d'un bien de première nécessité (biens alimentaires)
- Lorsque $\epsilon_R = 1$, il s'agit d'un bien normal (habillement, logement.....)
- Lorsque $\epsilon_R > 1$, il s'agit d'un bien de luxe.

Remarque : Le fait qu'un bien est de première nécessité ou luxueux, n'est pas une propriété intrinsèque du bien, mais une propriété des préférences du / des consommateurs.

Aussi par bien de luxe traduit-on le degré de développement ou de pauvreté d'un pays

IV.3. Loi d'Engel élasticité-revenu

Le statisticien allemand Ernst Engel a établi en 1857 en étudiant le budget des ouvriers et particulièrement les dépenses de consommation en fonction du niveau du revenu.

Loi 1 : La proportion des dépenses alimentaires diminue au fur et à mesure que le revenu croît

Loi 2 : La proportion des dépenses consacrées à l'habillement, au logement, à l'éclairage et au chauffage reste constante quel que soit le budget

Loi 3 : La proportion des autres dépenses (santé, éducation, loisirs) s'accroît avec les revenus.

Les élasticités par rapport au revenu sont des informations essentielles pour prévoir les structures de la demande des consommateurs à mesure que l'économie croît et que les gens deviennent riches.

IV.3. Les nouvelles hypothèses

L'hypothèse de KEYNES n'est vérifiée que lorsqu'on compare les propensions à consommer des ménages ayant des niveaux de revenus différents. Ainsi, de nouvelles hypothèses ont été émises.

IV.3.1. L'hypothèse de revenu permanent de Milton FRIEDMAN

Le revenu permanent est le revenu normal attendu par des ménages de son patrimoine humain (la formation, la compétence) et matériel (actif réels, financiers, monétaires) et la moyenne des revenus perçus antérieurement.

Le revenu permanent est différent du revenu courant lequel est effectivement perçu au cours d'une période et qui dépend de plusieurs aléas.

Ainsi, les plans de consommation sont établis sur la base de revenu permanent et qu'une fraction constante du revenu permanent est consommée au cours de chaque période.

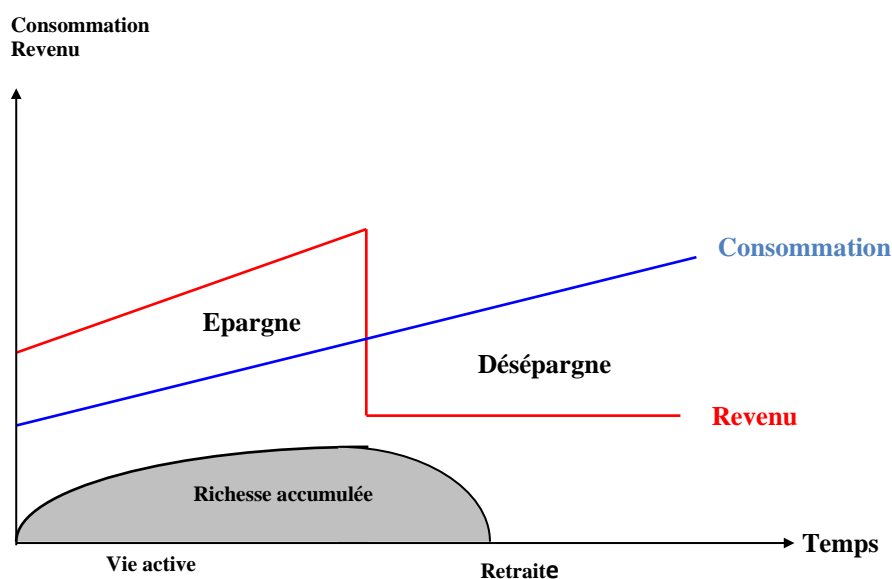
IV.3.2. L'hypothèse du cycle de vie de Franco MODIGLIANI

Selon MODIGLIANI, il existe pour chaque ménage un cycle de vie caractérisé par une étape dans la carrière et la vie familiale.

A chaque âge de la vie active ou de retraite, correspond un niveau de revenu et une certaine consommation spécifique (premiers équipements, logement, éducation des enfants, santé, ...). Ainsi, la consommation d'une période résulte non pas du revenu courant de la période mais des ressources calculées sur la vie.

De ces deux hypothèses, on peut retenir que les ménages font des anticipations sur l'avenir, sur leurs besoins présents et futurs et qu'ils adaptent leurs consommations d'aujourd'hui en conséquence.

Schéma de cycle de vie de MODIGLIANI



MESURE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE : LA CROISSANCE ECONOMIQUE ; L'INVESTISSEMENT, L'INFLATION, L'EMPLOI, ET LE CHOMAGE

I. NOTION DE CROISSANCE ECONOMIQUE

Depuis Adam SMITH, la notion de croissance a toujours fait l'objet d'études mais c'est surtout après la 2nde guerre mondiale qu'elle a connu une résurgence à travers des modèles.

C'est un phénomène quantitatif s'exprimant sous forme d'une augmentation au cours d'une longue période d'un indicateur de dimension (PIB ou PNB)

I. 1 Mesure et facteurs de la croissance économique

I.1.1. Mesure de la croissance économique

I.1.1.1 Le taux de croissance brute

Il mesure en pourcentage l'augmentation du PIB entre deux périodes

$$TC = \frac{PIB_{t+1} - PIB_t}{PIB_t} \times 100$$

Taux de croissance à partir du PIB évalué à prix courant ou en valeur

$$T_{cb} = \frac{\sum Q_{t+1}P_{t+1} - \sum Q_tP_t}{\sum Q_tP_t} \times 100$$

I.1.1.2. Le taux de croissance réelle

L'inflation fait augmenter les valeurs sans qu'il n'y ait une croissance véritable.

$$T_{cr} = \frac{(1 + T_{cb})}{(1 + T_i)} \times 100 - 100$$

Taux de croissance à partir du PIB évalué à prix constant ou en volume

$$T_{cr} = \frac{\sum Q_{t+1}P_t - \sum Q_tP_t}{\sum Q_tP_t} \times 100$$

$$T_{cr} = \frac{\sum Q_{t+1}P_t}{\sum Q_tP_t} \times 100 - 100$$

$$T_{cr} = IQ_L - 100 \text{ (Base 100 en } t \text{)}$$

$$T_{cr} = IQ_P - 100 \text{ (Base 100 en } t + 1 \text{)}$$

I.1.2. Les facteurs de la croissance

I.1.2.1. Facteurs matériels

Ce sont les ressources naturelles importantes, la puissance de la population active et les capitaux financiers abondants.

Toutefois, il existe des exemples de croissance à l'absence de ressources naturelles. (Japon, Pays Bas).

D'autre part, une population trop importante est plutôt un handicap qu'un facteur favorable.

I.1.2.2. Les facteurs immatériels

Ils ont permis le développement des forces productives matérielles. Grâce au progrès technique, à la recherche poussée, un niveau de formation adéquate, les facteurs capital et travail connaissent une utilisation plus rationnelle et plus efficace entraînant une augmentation de la productivité.

Le facteur social reposant sur l'organisation du pays, la réduction des inégalités, un rapide et perpétuel changement des mentalités y contribuent à plusieurs égards. A ce facteur immatériel est attachée la notion de « résidu de la croissance ».

I.2. L'avenir de la croissance économique

Un certain nombre de chercheurs se sont demandé si la croissance ne se heurterait pas à des limites ? Pour ces chercheurs notamment le Club de Rome, on doit s'attendre à un effondrement du système du fait de l'accroissement important et rapide de la population d'une part et le caractère limité des ressources naturelles d'autre part.

Ainsi le Club de Rome a-t-il recommandé « la croissance zéro ».

- Les étapes de la croissance de W.W. ROSTOW (à chercher).
- Irrégularité de la croissance économique : notion de cycle économique (à chercher).
- Relation entre la croissance économique et le développement (à chercher).

II. L'INVESTISSEMENT

Encore appelé formation brute de capital fixe (FBCF), il désigne au sens large la valeur des biens durables acquis au cours d'une période (mois, année) par les entreprises, les ménages et les administrations, et qui sont destinés à être utilisés pendant au moins un an pour produire des biens et services.

II.1. Les différents types d'investissements

Lorsqu'on se réfère à la définition large de l'investissement on entrevoit l'idée que l'investissement n'est pas seulement matériel mais aussi immatériel.

II.1.1. L'investissement matériel

Il comprend les investissements de remplacement qui renouvellent à l'identique le capital, les investissements d'expansion qui augmentent la capacité de production et les investissements de modernisation qui vise à accroître la productivité.

II.1.2. L'investissement immatériel

Il est constitué de l'ensemble des dépenses de recherche et développement, de formation, de logiciels et mercatique.

II.1.3. Effet multiplicateur de l'investissement

Par hypothèse on estime qu'une économie mobilise son épargne pour l'investissement. On peut donc écrire : $E = I$

Coefficient multiplicateur de l'investissement (k)

$$\Delta R = \Delta C + \Delta I$$

$$PmC = \frac{\Delta C}{\Delta R} \Rightarrow \Delta C = PmC \Delta R$$

$$\Delta R = PmC \Delta R + \Delta I$$

$$\Delta R - PmC \Delta R = \Delta I$$

$$\Delta R(1 - PmC) = \Delta I$$

$$\Delta R = \frac{\Delta I}{1 - PmC}$$

$$k = \frac{1}{1 - PmC} = \frac{1}{PmE}$$

Le nombre k est appelé le coefficient multiplicateur de l'investissement.

On désigne par effet multiplicateur de l'investissement, le processus selon lequel une dépense initiale d'investissement provoque en un certain nombre de fois plus considérable que la dépense initiale.

Cette multiplication est d'autant plus considérable que la propension marginale à consommer est élevée.

Toutefois le multiplicateur comporte certaines insuffisances : il opère dans une économie fermée, il considère que toute l'épargne est investie, il ignore la diversité des propensions marginales à consommer.

II.1.4. Quelques déterminants de l'investissement

L'investissement est un risque lié à l'incertitude de l'activité économique. On peut repérer certains déterminants qui éclairent l'incertitude au moment de la décision d'investir :

- La demande
- Le profit
- Le taux d'intérêt
- La concurrence
- La stabilité politique et judiciaire, etc.

III. L'INFLATION

L'inflation vient étymologiquement du mot latin « **inflare** » qui signifie une enflure, un gonflement. D'origine diverse, l'inflation a des répercussions économiques et sociales qu'il convient d'apprécier.

III.1. Définition

C'est un déséquilibre économique caractérisé par une augmentation généralisée, cumulative et continue du niveau général des prix.

III.2. Types d'inflation

- Inflation rampante ou larvée ou latente ($t_i < 5\%$)
- Inflation ouverte ou déclarée ($5\% \leq t_i < 10\%$)
- Inflation galopante ($t_i \geq 10\%$)

III.3 Causes de l'inflation

III.3.1 L'inflation par la demande

Elle se traduit par un excès de la demande globale et une insuffisance de l'offre globale.

III.3.2 L'inflation par les coûts

Elle est due par l'augmentation des coûts des facteurs de production. Si ceux-ci sont importés, on parle d'inflation importée.

III.3.3 L'inflation monétaire

Elle est causée par un excès de liquidité c'est-à-dire qu'il y a plus de monnaie que n'en demandent les échanges.

On pourrait mieux l'expliquer par la théorie quantitative de la monnaie

$$PQ = MV \Rightarrow P = \frac{MV}{Q}$$

V constante

Q constante

Si M augmente, P aussi augmente

III.4 Conséquences de l'inflation

L'ampleur des effets est plus ou moins prononcée selon le type d'inflation.

- * Sur les revenus : Elle perturbe la répartition macroéconomique des revenus. Les titulaires de revenus fixes (rentes, pensions) les voient éroder (baisse du pouvoir d'achat). L'effet est moins nocif si le salaire nominal est indexé.
- * Sur l'épargne : Elle diminue.
- * Sur le commerce extérieur : Les produits exportés deviennent moins compétitifs. La balance des échanges se détériore.

- * Sur la croissance économique : Il y a fuite des actifs monétaires vers les actifs réels entraînant l'augmentation de l'investissement et donc de la croissance économique.

III.5 Lutte contre l'inflation

Elle se fait par la déflation : ensemble des mesures économiques et financières visant à lutter contre la hausse des prix. Elle s'opère entre autres par :

- * La politique monétaire : réduction de la masse monétaire (resserrement du crédit) ;
- * La politique budgétaire : c'est la réduction des dépenses gouvernementales, l'augmentation des recettes publiques, le blocage des prix et des salaires ;
- * Incitation des entreprises locales à la production : augmentation de l'offre.

On appelle désinflation, la réduction du taux d'inflation.

IV.L'EMPLOI ET LE CHOMAGE

III.1. L'emploi

Il désigne l'exercice d'une activité économique. Généralement, les économistes préfèrent utiliser le terme travail pour le désigner. Il désigne l'ensemble des efforts intellectuels et physique déployé par les individus. En contrepartie du travail fourni, une rémunération est payée par l'employeur à un employé dans le cadre d'un contrat de travail.

La législation réglemente le travail selon les pays, l'âge à partir duquel l'on doit commencer, sa durée journalière.

Le travail est source de revenu pour l'individu qui l'exerce et pour la collectivité.

La population active : Elle désigne des personnes exerçant habituellement une activité professionnelle, y comprises celles qui se trouvent momentanément sans travail pour multiples raisons. En sont exclus : les élèves, les étudiants, les apprentis, les militaires d'un contingent, les retraités.

La population au chômage : C'est la part de la population active qui se trouve en arrêt prolongé ou dans l'impossibilité de trouver un emploi salarié ou non.

III.2. Le chômage

C'est la situation économique d'une personne qui, en dépit de ses capacités intellectuelles, physiques et de sa volonté de travailler est incapable de trouver un emploi salarié ou non.

Pour être déclaré chômeur, il faut trois conditions :

- Etre sans travail c'est-à-dire dépourvu d'un emploi salarié ou non ;
- Etre disponible pour occuper un emploi salarié ou non ;
- Etre effectivement à la recherche d'un travail

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Population au chômage}}{\text{Population active totale}} \times 100$$

III.2.1. Quelques formes de chômage

- ***Le chômage structurel*** : lié à la baisse à long terme de l'activité économique ;
- ***Le chômage technologique*** : dû au progrès technique (informatisation, automatisation, robotisation)
- ***Le chômage déguisé ou sous-emploi*** : lié à l'insuffisance des équipements ;
- ***Le chômage cyclique*** : lié aux changements saisonniers ;
- ***Le chômage sectoriel*** : lié au déclin d'un pan des activités économiques ;
- ***Le chômage conjoncturel*** : lié à la baisse temporaire de l'activité économique ;
- ***Le chômage d'inadaptation*** : lié au manque de qualification à l'emploi ;
- ***Le chômage technique*** : il est dû au dysfonctionnement temporaire (panne de machines, rupture de matières premières, grève d'une partie des salariés) ;

III.2.2. Causes

- Excès de demande d'emploi sur l'offre
- Ralentissement de l'activité économique
- Manque de secteurs industrialisant pourvoyeurs d'emploi
- Progrès technologique (automatisation, robotisation...)
- Coût très élevé du travail

III.2.3. Conséquences

Elles diffèrent selon la couche socioprofessionnelle, l'âge et le sexe

- Elle est une perte de valeur pour la collectivité ;
- Elle freine la croissance économique ;
- Elle est une perte de dignité pour l'individu ;
- Perte massive des électeurs pour le parti au pouvoir ;

III.2.4. Remèdes

- Encouragement de l'embauche par la réduction des charges sociales aux employeurs
- Réduction du coût de travail ;
- Adéquation de la formation aux mutations économiques (vers l'auto emploi) ;
- Relance de l'activité économique par la politique budgétaire et monétaire, d'investissement.

III.2.5. Conclusion

Le chômage apparaît non seulement comme un problème économique mais aussi un problème social devant lequel les politiques d'emploi sont souvent impuissantes à le résoudre. C'est aussi un élément de la démographie qui doit être pris en compte dans les décisions comportementales.

TRAVAUX DIRIGES SUR LA DEUXIEME PARTIE

Données non déflatées	Données déflatées
Nominal	Réel
Valeur	Volume
En monnaie courante	En monnaie constante

$$\text{PIB en volume (en monnaies constantes)} = \frac{\text{PIB en valeur (en monnaies courantes)}}{\text{Indice des prix}} \times 100$$

Le taux de variation : il mesure en pourcentage une augmentation ou une baisse relative

$$Tv = \frac{V_1 - V_0}{V_0} \times 100$$

Taux de variation annuel moyen

$$TV = \left[\sqrt[n]{\left(\left(\frac{Tv_1}{100} + 1 \right) \times \left(\frac{Tv_2}{100} + 1 \right) \times \left(\frac{Tv_3}{100} + 1 \right) \times \dots \times \left(\frac{Tv_n}{100} + 1 \right) \right)} - 1 \right] \times 100$$

Exercice 1

Trois catégories de consommateurs A, B et C achètent sur un marché des produits fabriqués par l'entreprise CIECOM. Les quantités achetées sont résumées dans le tableau suivant :

Prix Quantité par	3	5	8	10	12
Catégorie A	27	25	22	20	18
Catégorie B	34	32	28	25	22
Catégorie C	20	18	16	15	14

La fonction d'offre du marché est de $Q_o = 4P - 8$

Travail à faire

1. Déterminer les variables d'équilibre du marché
2. Calculer :
 - a) Le surplus du consommateur (SC)
 - b) Le surplus du producteur (SP)

Exercice 2

La baisse de 8% du prix du bien A entraîne des effets sur d'autres biens B et C comme l'indique le tableau suivant :

Baisse de 8% des prix de	Pourcentage de la variation relative des quantités de		
	A	B	C
A	+10,11	-2,30	+0,47
B		+7,32	-9,32
C			+1,19

A partir des élasticités, compléter le tableau suivant de la nature de la relation d'utilisation entre ces biens.

Biens	Nature de la relation d'utilisation entre les biens	Justification
A et B		
A et C		
B et C		

Exercice 3

La consommation des biens X et Y procure à l'étudiant Rémy le même niveau de satisfaction comme l'indique le tableau suivante:

X	3	4	5	6	7	9
Y	10	7	5	4,3	4	3,75

Travail à faire

Les prix unitaires des biens X et Y sont égaux et représentent chacun un dixième du budget.
Représenter graphiquement la combinaison optimale.

Exercice 4

La consommation de deux biens X et Y procure différents niveaux de satisfaction (U) comme le résume le tableau ci-après.

Y	1	2	3	4	4	6
X						
1	141	200	245	282	316	346
2	200	282	346	400	448	490
3	245	346	423	490	548	600
4	282	400	490	564	632	693
5	316	448	548	632	705	775
6	346	490	600	693	775	846

Travail à faire

1. Représenter l'isoquant $U = 346$.
2. Les prix unitaires des biens X et Y sont respectivement 20 u.m.n et 30 u.m.n.
Quelle suggestion allez-vous faire à ce consommateur en tant que conseiller économique ?
3. Suite à une abondance du bien Y, son prix unitaire fléchit à 10 F. Représenter, la nouvelle combinaison optimale ?

Exercice 5

Les coûts de production d'une entreprise se présentent de la façon suivante :

Q	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
CV	40	64	72	88	120	168	224	288	358	430
CF	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40

Travail à faire

1. Déterminer algébriquement l'optimum technique de production
2. Calculer le profit à l'optimum lorsque le prix de vente unitaire est de 50 frs.

Exercice 6

L'entreprise agricole peut produire 10 tonnes de soja par an. Ses coûts annuels de production se présentent suit :

-Salaire de la direction	10 u. m. n.
-Equipement de culture attelée	9 u. m. n.
-Salaire des ouvriers	20 u. m. n.
-Engrais	17 u. m. n. par tonne
-Gardiennage	7 u. m. n.
-Insecticide	3 u. m. n. pat tonne
-Affûtage des outils	3 u. m. n.
-Autres dépenses	(voir tableau en u. m. n.)

Tonne de soja	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Dépenses	10	19	27	31	51	75	107	147	190	235

Travail à faire :

A partir d'un tableau de synthèse déterminer algébriquement la quantité optimale à produire.

Exercice 7

Les indices et les variations de quantité demandée de quatre biens sont enregistrés dans le tableau ci-dessous.

Biens	Coefficients de pondération	Indices de prix	Variation en % de la quantité demandée
A	8	110	-20
B	n_B	95	+5
C	4	90	+3
D	5	115	-30

Travail à faire

1. Calculer et interpréter l'élasticité – prix de la demande de chaque bien.
2. L'indice synthétique pondéré montre une augmentation générale des prix de 3%. Déterminer n_B

Exercice 8

Considérons les biens suivants, leurs indices de mêmes que leurs coefficients de pondération respectifs.

Biens	Sucre	Manioc	Patate	Huile	Haricot	Gombo	Igname	Maïs	Riz	Viande
Indices	105	120	90	105	123	125	200	180	160	180
Coef. pond.	2	5	2	4	10	2	10	15	15	5

Travail à faire

Calculer les indices synthétiques simple et pondéré.

Exercice 9

Les données suivantes sont relatives à une économie à trois secteurs entre les années T et T+1 (Base 100 en T).

Année	Secteur I		Secteur II		Secteur III	
	Quantité	Prix	Quantité	Prix	Quantité	Prix
T	150	10	250	150	175	100
T + 1	160	15	300	160	150	110

Travail à faire

1. Calculer le taux brut de croissance.
2. A partir des indices de quantités et de prix de Laspeyres
 - a) Calculer le taux réel de croissance.
 - b) Quelle est l'influence de l'inflation sur le taux de croissance ?
3. Peut-on envisager indéfiniment la croissance ?
4. Qu'appelle-t-on climat social ?
5. La croissance est-elle toujours créatrice d'emploi ?
6. Etablir une relation entre croissance et consommation.
7. Enumérer les différentes sources possibles de la croissance.

Exercice 10

Les données suivantes sont relatives à une économie à cinq secteurs entre les années T et T+1 (Base 100 en T).

Année	Secteur I		Secteur II		Secteur III		Secteur IV		Secteur V	
	Q	P	Q	P	Q	P	Q	P	Q	P
T	10	10	100	80	60	20	20	100	5	4
T+1	15	10	120	90	60	20	25	60	5	5

En procédant par le calcul de l'indice de prix de Laspeyres et celui de quantité Laspeyres, dites quelles sont dans la croissance brute entre T et T+1 :

1. La part de l'inflation.
2. La part des quantités.
3. Quel est alors le taux réel de la croissance ?

Exercice 11

	Secteur I		Secteur II		Secteur III	
Année	Quantité	Prix	Quantité	Prix	Quantité	Prix
T ₀	150	10	300	120	375	100
T ₁	148	15	275	150	Y	105

On considère que le taux réel de croissance est de 5% base 100 en T₀.

Travail à faire

1. Déterminer la valeur de Y.
2. Calculer le taux de croissance brut.
3. Comment l'intervention de l'Etat dans une économie peut-elle un facteur de croissance ?
4. Comment peut-on expliquer que les pays africains connaissent des taux élevés de croissance économique mais restent encore sous-développés ? (Réponse en une ligne)

Exercice 12

A

La fonction de consommation de monsieur Doudou est de la forme $C = cR + Co$.

1. Montrer que $PMC > PmC$.
2. Etablir une relation entre PMC et PmE.
3. A quelle condition peut-on avoir $PME = PmE$?
Cela vous paraît-il économiquement acceptable ? Justifier.

B

A la fin de l'année 2000, monsieur Doudou dispose d'un revenu R et d'une épargne R/6. En 2001, suite à l'accroissement de son revenu, son épargne devient R/3.

Déterminer la propension moyenne à consommer de monsieur Doudou en 2001 si la propension marginale à consommer entre les deux époques est de 0,75.

Exercice 13

L'épargne de Monsieur PIPOLO croît de 7 500 F entre 1995 et 1997. Son revenu disponible était de 90 000 F en 1995, et en 1997 il a affecté à la consommation 92 700 F.

Calculer sa propension moyenne à épargner en 1995, si sa propension marginale à consommer est de 0,75.

Exercice 14

Le tableau ci-après récapitule les gains et les utilisations du revenu des habitants d'une petite Île entre les temps t et t+1.

Temps	R	C	E	PMC	PME	PmC	PmE
t				80%		-	-
t+1			400 000	75%		0,70	

Travail à faire

1. Compléter le tableau.
2. Dresser la fonction de consommation dans l'Île.

REFLEXION ECONOMIQUE

Croissance économique et emploi : Quelles peuvent être les relations possibles entre la croissance économique et la création d'emplois dans une économie ?

LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES

Les relations économiques internationales jouent un rôle croissant dans la vie économique des pays ; elles influencent leurs possibilités de croissance et de développement.

Elles sont caractérisées par une très grande diversité et concernent les échanges de biens et services, le mouvement des capitaux, les échanges intellectuels, culturels et techniques, les mouvements des personnes.

I. ATTITUDES DES NATIONS FACE AUX ECHANGES

I.1. Le libre échange

C'est l'absence de toute entrave à l'entrée de produits étrangers sur le territoire national

♦ **Avantages**

- Il permet la concurrence stimulant ainsi le progrès économique ;
- Il élargit les débouchés pour les entreprises ;
- Il offre plusieurs choix aux consommateurs ;
- Il favorise la croissance économique avec la circulation de capitaux et de technologies ;

♦ **Inconvénients**

- Il fragilise les industries naissantes et vieillissantes ;
- Il favorise l'entrée des produits de qualité douteuse pour la santé et pour l'environnement ;
- Il est une source d'insécurité pour l'emploi ;
- Il constitue une menace à la défense nationale.

I.1.1 Les théories classiques du commerce international

I.1.1.1. La théorie de l'avantage absolu de Adam SMITH

Pour Adam SMITH, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production où il possède un avantage absolu en matière de productivité et à se procurer de l'étranger des produits pour lesquels il est en situation d'infériorité absolue du point de vue de la productivité.

Exemple

Supposons deux pays différents Portugal et Angleterre produisant chacun les mêmes quantités de vin et de drap s'établissant comme suit (les coûts de production sont en valeur réelle : heures de travail) :

	Portugal	Angleterre
Vin (x litres)	100 heures	200 heures
Drap (y mètres)	200 heures	100 heures

Une simple comparaison des coûts absolus permet de conclure que :

Le Portugal a intérêt à produire la quantité de vin et l'Angleterre toute la quantité de drap

Les deux pays en faisant de l'échange de leur excédants réaliseront chacun une économie de 100 heures.

Cette économie justifie et explique la spécialisation.

Toutefois, la théorie de l'avantage absolu ne peut expliquer à elle seule qu'une partie du commerce international.

I.1.1.2. La théorie de l'avantage comparatif de David RICARDO

Plaçons-nous dans l'hypothèse où un seul pays, le Portugal possède l'avantage absolu dans la production des deux biens.

	Portugal	Angleterre
Vin (x litres)	80 heures	120 heures
Drap (y mètres)	90 heures	100 heures

Dans cet exemple, l'Angleterre est désavantagée de façon absolue dans la production des deux biens. En toute logique, l'Angleterre devrait renoncer à la production des deux biens.

Il est pourtant souhaitable qu'un échange s'établisse entre ces deux pays qui trouveraient un intérêt l'un comme l'autre.

♦ Comparons les rapports de coût

	Portugal	Angleterre
Vin	$\frac{80}{120} = 0,66$	$\frac{120}{80} = 1,5$
Drap	$\frac{90}{100} = 0,9$	$\frac{100}{90} = 1,11$

♦ Comparons les productivités du facteur travail

	Portugal	Angleterre
Vin	$\frac{1}{80} = 0,0125$	$\frac{1}{120} = 0,00833$
Drap	$\frac{1}{90} = 0,011$	$\frac{1}{100} = 0,01$

Du calcul des rapports de coûts ou de productivité, il ressort que le Portugal a une productivité plus élevée en vin et l'Angleterre, une productivité plus élevée en drap.

Pour RICARDO, l'échange peut et doit exister dans des situations plus fréquentes que celles décrites par SMITH. Il est en effet souhaitable même dans les cas où il n'existe pas d'avantage absolu.

Un pays doit se spécialiser dans la production et l'exportation de biens où il bénéficie de la plus grande productivité.

Ainsi donc, l'échange international doit se faire sur la base de la spécialisation suivante : le vin pour le Portugal et le drap pour l'Angleterre.

Remarque :

Lorsque l'écart entre les coûts comparatifs est nul, il n'y a plus d'intérêt à l'échange. A contrario, l'avantage est d'autant plus important.

I.1.2 Autres théories du commerce international

- La théorie suédoise (HOS)
- La théorie marxiste
- La théorie de l'écart technologique
- La théorie de cycle du produit

I.2. Le protectionnisme

C'est une politique économique visant à filtrer l'entrée des produits étrangers sur le territoire national. Elle se fait à travers des mesures tarifaires (droits de douane) et des mesures non tarifaires (contingentement, normes sanitaires, environnementales et techniques très exigeantes).

♦ Avantages

- Il protège les industries naissantes et vieillissantes contre la concurrence étrangère ;
- Il agrandit la sécurité des travailleurs nationaux ;
- Il procure des ressources à l'Etat par les droits de douane ;
- Il offre des mesures de sécurité au niveau des normes sanitaires et environnementales ;
- Il permet de sauvegarder les habitudes alimentaires ;
- Il donne une fierté nationale.

◆ **Inconvénients**

- Il limite le choix des consommateurs nationaux ;
- Il enlève toute compétitivité des entreprises nationales car la concurrence étrangère étant sensiblement réduite ;
- Il conduit les entreprises nationales vers le monopole ;
- Les entreprises nationales risquent de maintenir des méthodes de production vétustes et donc plus coûteuses.

II.LA MONDIALISATION

C'est le processus d'élargissement de l'espace économique d'intervention des agents économiques associé à la libéralisation des échanges.

III.L'AUTARCIE

Le pays n'entretient aucun échange économique avec l'extérieur.

De nos jours, aucun pays ne peut se développer véritablement en vivant en autarcie.

IV.LE MOUVEMENT DES PERSONNES

Les mouvements migratoires internationaux sont les déplacements temporaires ou définitifs d'individus entre deux pays.

L'explication des mouvements migratoires est liée à la fois aux pays de départ et aux pays d'arrivée.

Pour les pays de départ, ils sont peu industrialisés, fortement peuplés, à faible niveau de vie, à fort taux de chômage, avec des épidémies, des guerres civiles.

Pour les pays d'arrivée, ils sont industrialisés, à fort taux de croissance économique, à un niveau de vie élevé. Ils ont une population vieillissante et donc un besoin d'une main-d'œuvre surtout dans les secteurs ne demandant pas une qualification particulière et dans les domaines dits « salissants ».

Les grands pôles attractifs étaient l'Europe de l'ouest, les pays pétroliers du golfe. De nos jours seuls les Etats-Unis d'Amérique et le Canada sont plus attractifs avec des politiques migratoires qu'ils ont mis en place.

● **L'exode ou la fuite des cerveaux** : c'est le départ de personnels de haut niveau appartenant à la profession libérale, scientifique, technique (ingénieurs, médecins, chercheurs de l'enseignements-chercheurs du supérieur, hauts cadres diplômés) des pays en voie de développement vers les pays développés. Ce mouvement s'explique par l'attrait de grandes rémunérations, le cadre politique et social, le milieu culturel. Il vide les PVD de leurs intelligentsias capables de relancer leur processus de développement.

LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ET LES REGLEMENTS MONETAIRES INTERNATIONAUX

I. LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL

Le système monétaire international est un ensemble de règles et d'institutions visant à organiser les échanges monétaires internationaux.

Les conditions de fonctionnement

Elles sont au nombre de trois (3) :

- ♦ Il faut un étalon : c'est une unité de mesure commune à toutes les monnaies, l'or est cet étalon.

Il faut des moyens de paiement en cet étalon.

- ♦ Il faut une croissance des liquidités en ce paiement.

- ❖ Etalon-or (Gold standard) : c'est un système qui définit chaque unité monétaire nationale par rapport à un certain poids d'or.
- ❖ Etalon de change or (Gold Exchange standard) : en 1922, alors que les réserves d'or devenaient de plus en plus insuffisantes pour assurer le règlement des échanges, la livre sterling et le dollar dites devises clés sont censées équivaloir à l'or.

Les autres monnaies sont définies par rapport à l'une de ces devises clés.

Avec le Système de Bretton Woods, c'est l'étalon-dollar qui est en vigueur depuis 1971.

II. LES REGLEMENTS MONETAIRES INTERNATIONAUX

II.1. Les opérations des changes

Pour régler les transactions avec l'extérieur, les économies nationales doivent convertir leurs monnaies en devise.

La convertibilité est la possibilité d'acquérir librement des devises étrangères contre de la monnaie nationale.

II.1.1. Le marché de change

Il correspond à la rencontre des offres et des demandes de monnaies de différents pays.

- ❖ **Le taux de change** : c'est la quantité de monnaie qu'il faut donner pour obtenir une unité de l'autre monnaie. Exemple : 1€ = 655,957 F CFA

II.1.2. Les interventions de la banque centrale sur le marché des changes

Ces interventions sont étroitement liées à la nature du système de taux de change retenu par les autorités monétaires.

II.1.2.1. Le système de taux de change fixe (système ajustable)

Les autorités décident de maintenir le même taux ou la même parité quelle que soit la situation du marché.

Il est ajustable, si les autorités peuvent intervenir pour le modifier par la dévaluation ou la réévaluation.

Exemple : l'euro et le franc CFA.

II.1.2.2. Le système de taux de change flottant (flexible)

Le taux de change est déterminé sur le marché par le libre jeu de l'offre et de la demande des devises.

- ❖ On parle de **flottement pur** lorsqu'il n'y a aucune intervention de la banque centrale ; situation assez rare dans la pratique.

- ❖ On parle de **flottement impur** ou **flottement administré** lorsque la banque centrale intervient mais en dehors des marges de fluctuation.

II.2. La dévaluation

II.2.1. Définition

C'est une opération qui consiste à modifier en baisse le rapport existant entre l'unité monétaire nationale et l'or ou une monnaie étrangère servant de base de référence.

Son objectif est de stopper la sortie des capitaux et de rétablir l'équilibre de la balance de paiement suite à son déficit important et durable.

NB : La dévaluation n'a lieu que dans un système de taux de change fixe.

II.2.2. Les effets de la dévaluation

- ◆ Favoriser l'exportation des produits nationaux
- ◆ Ralentir les importations
- ◆ Freiner la fuite des capitaux vers l'étranger
- ◆ Favoriser l'entrée des devises
- ◆ Réaliser l'équilibre de la balance des paiements

II.2.3. Succès de la dévaluation

Il faut :

- ◆ Une augmentation en volume des produits locaux exportés et une compensation des termes de l'échange
- ◆ Un redressement suffisant de la balance des paiements
- ◆ Un accompagnement par des mesures économiques afin de contrecarrer les tensions inflationnistes et sociales
- ◆ Un choix judicieux du taux de dévaluation pour éviter des mesures de rétorsion

II.2.4. Le taux de dévaluation

On peut rapporter la dévaluation à l'ancienne ou à la nouvelle parité.

Dans le premier cas, on parle du taux en dedans et dans le second cas, il s'agit du taux en dehors.

Soit P_0 la parité avant la dévaluation

Soit P_1 la parité après la dévaluation

Taux en dedans

$$tds = \frac{P_1 - P_0}{P_0}$$

Taux en dehors

$$ths = \frac{P_1 - P_0}{P_1}$$

II.3. La réévaluation

C'est une opération qui consiste à modifier en hausse le rapport existant entre l'unité monétaire nationale et l'or ou une monnaie étrangère servant de base de référence.

TRAVAUX DIRIGES SUR LA TROISIEME PARTIE

Exercice 2

Le Nigéria et le Cameroun produisent tous deux du tissu pagne et de l'huile de palme dans les conditions résumées dans le tableau –ci-dessous :

Produit \ Pays	10 mètres de tissu pagne	1 Hectolitre de l'huile de palme
Nigéria	25 heures	75 heures
Cameroun	55 heures	45 heures

Chaque pays ne dispose que 100 heures pour la production de ces deux biens. Les coûts unitaires de travail sont identiques pour les deux pays.

1. Quelle est la production totale au niveau global ?
2. Quelle est la spécialisation de chaque pays ?
3. Calculer la production globale après spécialisation.
4. Peut-on dire que la spécialisation est favorable au niveau global ?

Exercice 2

Le tableau –ci-dessous donne les coûts de production en heure de travail dans deux pays A et B pour le robot et le transistor.

Produit \ Pays	Robot	Transistor
A	20 heures	4 heures
B	4 heures	2 heures

Chaque pays consacre 600 heures à la production de ces deux biens. Les besoins sont tels que $\frac{5}{6}$ et $\frac{2}{3}$ de cette dotation en heure sont consacrés respectivement dans les pays A et B à la production du robot et le reste à celle du transistor.

5. Calculer la production totale de chaque pays.
6. Calculer la production globale des deux pays.
7. Les deux pays décident d'établir entre eux des échanges commerciaux :
 - a. Quelle est la théorie du commerce international qui permettra d'expliquer les échanges entre ces deux pays ?
 - b. Etablir la spécialisation de chaque pays.
8. Calculer la production globale après spécialisation.
9. Calculer le gain de la spécialisation.

Exercice 3

Les conditions de production du pétrole et du ciment dans deux pays (le Gabon et le Cameroun) sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Biens \ Pays	Pétrole (1 000hl)	Ciment (1000 tonnes)
GABON	50 heures	10 heures
CAMEROUN	20heures	08 heures

- 1) Déterminer les productivités du travail dans chaque pays pour les deux biens (dans un tableau).
- 2) a. Enoncer la théorie des avantages absolus d'Adam SMITH.
b. Selon cette théorie, l'échange est-il possible entre les deux pays ? Justifier
- 3) a. Enoncer la théorie des avantages comparatifs de David RICARDO.

- b.** A partir du tableau des productivités de la question N°1, présenter le tableau des rapports d'échange externes.
 - c.** Selon ce tableau, l'échange est-il possible entre les deux pays ? Justifier dans le cas d'une réponse positive, dans quelle production chaque pays doit se spécialiser ?
- 4)** Calculer le gain pour chaque pays et le gain global si chaque pays achète selon le rapport d'échange interne de son voisin.